

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
BIEN DE FAMILLE
INSAISSISSABLE

ÉTUDE DE LA LOI DU 12 JUILLET 1909

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 25 Avril 1910, à 4 heures 1/2

PAR

Jacques CRUBLIER DE FOUGÈRES

Président : M. WEISS.

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
PERREAU, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
BIEN DE FAMILLE
INSAISSISSABLE

ÉTUDE DE LA LOI DU 12 JUILLET 1909

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 25 Avril 1910, à 4 heures 1/2

PAR

Jacques CRUBLIER DE FOGÈRES

Président : M. WEISS.

Suffragants } MM. DESCHAMPS, *professeur*
PERREAU, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



LE BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE

ÉTUDE DE LA LOI DU 12 JUILLET 1909

INTRODUCTION

C'est la loi du 12 juillet 1909 qui créa en France l'institution connue en Amérique, depuis trois quarts de siècle, sous le nom de homestead et que nous appelons : le bien de famille. « Il peut être constitué, dit la loi, au profit de toute famille, un bien insaisissable qui portera le nom de bien de famille. Il pourra comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille. La valeur dudit bien, y compris celle des cheptels et immeubles par destination, ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser huit mille francs (1). »

Tels sont, exposés sommairement, les traits principaux du bien de famille, objet de la présente étude.

(1) Loi du 12 juillet 1909, articles 1 et 2.

Les origines de cette institution remontent plus haut qu'on ne le croit généralement. En France, sous l'Ancien Régime, on connaissait déjà le bien de famille insaisissable ou tout au moins des biens qui lui étaient assimilables.

Dès la fin du ^{xii}^e siècle, la commune de Beaumont, en Argonne, attribuait à chaque bourgeois une maison et un lot de terre qui étaient insaisissables par les créanciers du possesseur, puisque le bien ainsi attribué restait la propriété de la commune. Ces concessions se faisaient en vertu d'une charte, accordée par l'archevêque de Reims, Guillaume-aux-blanches-mains, sous la seule condition de payer au seigneur un cens de douze deniers. Cette charte obtint une grande popularité dans toute la région du Nord-Est. On a relevé jusqu'à 508 localités qui avaient imité la commune de Beaumont. On trouve même encore en Belgique des communes qui allouent des terres dans des conditions analogues. La charte de Beaumont allait plus loin que la loi du 12 juillet 1909 : elle procurait aux bourgeois le bien lui-même et ne se contentait pas d'assurer la conservation du bien acquis avec les propres ressources du propriétaire (1).

Des arrêts du Conseil du Roi de 1777 et de 1779 autorisaient également la création de véritables biens de famille dans les Flandres et dans l'Artois. En vertu de ces arrêts, les paroisses de ces deux provinces pouvaient distribuer aux familles situées sur leur territoire, des parts prélevées sur les marais communaux, tantôt à titre viager, tantôt à

(1) Ed. Bonvalet, *Le Tiers-Etat dans la charte de Beaumont et ses filiales*, Paris, 1884.

titre héréditaire en ligne directe, mais à la condition que la portion reviendrait à la communauté au cas d'extinction de cette ligne. La répartition de ces terrains avait lieu par feu ou ménage et par lot égal. Chaque portion était concédée sous forme d'usage seulement et elle était déclarée inaliénable, insaisissable et indivisible : c'était l'institution connue sous le nom de « portions ménagères ».

Nous pouvons encore mentionner dans le même ordre d'idées, l'institution créée par Colbert en 1670. Soucieux de gagner des marins au service du roi, il fit concéder les terrains de l'ancien fort de Mardyck, aux environs de Dunkerque, à quatre familles de Cucq, près Etaples, composées en totalité de trente personnes. Ces familles se partagèrent le terrain d'une superficie totale de cent trente hectares. Mais chaque copartageant n'eut pas la propriété privative de sa portion. Tous les terrains appartenaient à la communauté des familles. Il en résultait que toute terre concédée était, entre les mains du bénéficiaire, insaisissable et inaliénable ; elle était en outre dispensée de tout impôt. La jouissance de ces terres était toutefois soumise à une condition. Chaque possesseur devait se faire inscrire en qualité de marin et se consacrer à la pêche : en abandonnant Mardyck, il perdait tous les avantages dont nous avons parlé. L'institution de Colbert a survécu au renversement de l'Ancien Régime et se retrouve encore en vigueur dans un règlement local approuvé par le préfet du Nord à la date de 1847 (1).

(1) V. Louis et Gustave Lancy, *La commune de Fort Mardyck près Dunkerque*, Paris, G. Steinherl, 1890.

Enfin, on rencontre sur divers points de la France d'autres institutions analogues qui témoignent que l'ancienne monarchie n'ignorait pas le principe du bien de famille.

Cette notion du bien de famille n'apparaît pas seulement dans l'ancienne France ; on la retrouve dans presque toutes les législations modernes étrangères.

Aux Etats-Unis le bien de famille insaisissable est connu sous le nom d'*homestead*. C'est au Texas qu'il prit naissance vers 1839. Des colons américains, victimes alors d'une crise financière et agricole très violente, vinrent s'établir dans cette contrée où se trouvaient de grandes masses de terre à défricher et peu d'habitants pour mener à bien cet immense travail. Pour faciliter cette tâche, si utile à l'Etat, le législateur du Texas, imitant ce qui se passait depuis longtemps (1) dans tous les Etats de l'Amérique du Nord, eut l'idée d'attribuer ces terres aux nouveaux venus et de les déclarer insaisissables, afin que l'œuvre de colonisation put s'accomplir en toute liberté. La loi donna à tout citoyen ou chef de famille le droit de posséder en toute propriété, environ 25 hectares de terre, ou un lot de terrain urbain, avec défense aux créanciers des nouveaux propriétaires de saisir les biens concédés. L'insaisissabilité s'étendait aussi à l'habitation, aux instruments aratoires et aux améliorations ne dépassant pas 500 dollars. C'était le *homestead* sur les terres publiques concédées par l'Etat dans l'intérêt de la colonisation. Les effets bienfaisants de cette

(1) V. L. Vacher, *Le homestead aux Etats-Unis*, p. 29.

institution d'intérêt public amenèrent les législateurs du Texas à étendre ce même bénéfice d'insaisissabilité aux terres, appartenant aux petits propriétaires, chefs de famille. La constitution texienne de 1845, votée un peu après l'annexion du Texas aux Etats-Unis, portait la disposition suivante : « La législature devra protéger, par une loi contre la vente sur saisie, une certaine portion de terrain appartenant au chef d'une famille. L'immeuble protégé ne doit pas excéder en étendue 200 acres, s'il est à la campagne, ni en valeur plus de 2.000 dollars, s'il consiste en un lot de terre avec habitation et s'il est dans une ville. La garantie contre la vente forcée est accordée pour toute dette contractée postérieurement au vote de la loi. Le homesteader, s'il est marié, ne pourra aliéner le bien garanti que du consentement de sa femme et dans les formes à déterminer par la loi. »

Ainsi naquit le homestead sur biens particuliers qui va seul nous occuper désormais.

En créant cette nouvelle forme de homestead « la loi américaine (1), dans l'intérêt supérieur de la famille, a mis à l'abri de la saisie le foyer domestique ; on a ainsi donné plein essor à l'initiative individuelle. Le colon pourra se livrer à des exploitations hasardeuses, sûr de voir sa famille protégée dans le malheur ; il ne craindra pas d'engager ses capitaux dans des travaux de défrichement hardis.

(1) Corniquet, *L'Insaisissabilité du foyer de famille aux Etats-Unis*, p. 11 et 12.

En cas d'insuccès la loi lui réserve quelques épaves dans le naufrage de sa fortune ».

Bientôt, en 1844, l'institution texienne fut adoptée dans un état voisin, le Mississipi ; la même année la Georgie assurait l'exemption de saisie immobilière à tout citoyen blanc chef d'une famille, jusqu'à concurrence de 20 acres de terre ; s'il avait des enfants, l'exemption s'étendait à 5 acres par enfant. A la suite de ces Etats le homestead sur biens privés gagnait successivement presque tous les Etats de l'Union. C'est ce homestead sur biens particuliers qui a été heureusement caractérisé par l'éminent professeur de droit, M. Leveillé, dans une proposition de loi présentée à la Chambre des députés, à la séance du 16 juin 1894 : « L'américain du Nord, dit-il, qui veut assurer l'avenir des siens, choisit un bien déterminé, acquis par ses propres ressources et d'une étendue et valeur modestes, dont le maximum est fixé par la loi particulière de chaque Etat. Il s'y installe, il exploite et il améliore l'enclos étroit qui entoure la maison. Cet immeuble est dès lors placé sous un régime spécial. Il peut être aliéné par le nouveau propriétaire, mais il ne peut être saisi sans sa volonté. La jeune famille a désormais trouvé son nid, qui abritera plus tard, comme dans un asile inviolable, la veuve et les enfants mineurs. La prévoyance du père, intelligemment secondée par le législateur, garantit ainsi le sort de toute la couvée. L'institution américaine prémunit le groupe familial contre les désastres possibles. Elle est la dot du mariage qui se fonde, elle est la protection des berceaux futurs. »

Ayant ainsi fixé l'origine et le caractère du homestead, il nous reste à dire quelques mots de son régime ; malgré la diversité des réglementations, il est possible de relever certains traits communs intéressants.

Dans presque tous les Etats, il faut, pour pouvoir bénéficier des avantages du homestead être chef de famille « head of a family » (1). Cette prescription est conforme à l'idée que le but de l'institution est l'intérêt de la famille à qui doit être assuré un foyer insaisissable. Dans quelques législations, l'existence d'une famille n'est pourtant pas exigée. Ainsi dans l'Arkansas, la Caroline du Nord, le Michigan, le Minnesota, un Américain avec ou sans famille peut se créer un immeuble insaisissable (2). En Californie, il est permis au célibataire comme au chef de famille de soustraire certains de ses biens à la saisie de ses créanciers, mais l'exemption de saisie est limitée à mille dollars pour le premier, tandis qu'elle peut être étendue à cinq mille en faveur du second. L'intérêt individuel est donc pris ici en considération à côté de l'intérêt de la famille : on ne veut pas qu'un débiteur insolvable puisse être entièrement dépouillé par des créanciers impitoyables.

Mais que faut-il entendre par l'expression chef de famille ? L'article 1261 du Code Californien répond en ces termes à cette question : « il faut regarder comme chef de famille : 1^o l'époux quand le homesteader est une personne

(1) V. Corniquet, *L'Insaisissabilité du foyer domestique aux Etats-Unis*, 1894, p. 31.

(2) V. *Le homestead aux Etats-Unis*, par L. Vacher, p. 126.

mariée ; 2^o toute personne qui garde avec elle à son foyer ou sous sa protection son enfant mineur ou l'enfant mineur d'un conjoint décédé, un frère ou une sœur en minorité, ou l'enfant mineur d'un frère ou d'une sœur décédés, un père, une mère, un grand père ou une grand'mère, le père, la mère, la grand'mère du mari ou de la femme décédés, une sœur non mariée, ou un des enfants mentionnés dans cet article, qui aurait atteint l'âge de majorité et serait incapable de subvenir à ses besoins. » Par contre, la jurisprudence refuse le bénéfice du homestead à l'union du mari ou de l'épouse adultère et de son complice ainsi qu'à un groupe qui serait composé de personnes réunies par un contrat autre que le contrat de mariage.

Le chef de famille de nationalité étrangère peut-il se constituer en Amérique un bien insaisissable ? On répond généralement par la négative (1). Pourtant il y a des exceptions ainsi que le prouve l'avis de la Cour Suprême de Californie. « La loi du homestead, dit-elle, n'est pas limitée dans ses applications à une classe de personnes : elle s'étend à toute la population de l'Etat et toutes les classes sont admises à en réclamer le bénéfice, sans distinction de nationalité et sans avoir égard à la capacité de devenir citoyen, du moment que l'intéressé réside dans l'Etat, nul ne peut lui dénier le bénéfice intégral du homestead. »

L'occupation de l'immeuble soustrait aux poursuites des créanciers est une condition primordiale, exigée dans tous

(1) Corniquet, p. 42.

les Etats. Partout le homestead doit être la résidence du propriétaire. Mais la condition de résidence peut se produire dans des circonstances tellement variables que son appréciation est laissée à la jurisprudence ; elle a inspiré des arrêts nombreux et intéressants dont il nous suffira de citer quelques-uns à titre d'exemples. Un propriétaire (1) avait constitué en homestead une ferme qu'il avait acquise dans l'Arkansas. Il occupait seul les lieux, sa femme habitant avec ses enfants, chez sa mère, dans un Etat voisin. Un jour il fut question de ramener toute la famille sous le toit du homestead, mais le mari mourut avant que ce projet ne fut réalisé. Les créanciers ayant émis la prétention de saisir la ferme sous le prétexte que, par suite de la non occupation de la famille, elle n'était pas devenue un homestead, la Cour leur donna tort en se fondant sur le principe que la femme et les enfants ont légalement leur domicile sous le toit habité par le chef de famille. La Cour suprême de Louisiane rendit une décision semblable en faveur d'une veuve qui, du vivant de son mari, n'habitait pas avec lui. Autre exemple : Dans l'Etat d'Alabama, un débiteur avait loué son homestead et par conséquent ne l'occupait pas ni lui, ni les siens, mais il prétendait que les loyers qu'il en retirait, aidaient la famille à vivre. La Cour n'en adjugea pas moins le bien aux créanciers pour la raison que la loi exige l'usage et la jouissance personnelle des lieux par la famille.

Mais cette résidence obligatoire n'a pas besoin d'être con-

(1) L. Vacher, p. 140 et suiv.

tinue, il suffit qu'elle soit permanente. Ainsi il a été admis que le propriétaire peut quitter son homestead pendant un temps indéterminé sans perdre le bénéfice de l'insaisissabilité, s'il est parti avec l'intention de revenir. Mais au bout de combien de temps l'absence du propriétaire entraîne-t-elle la perte des droits du homestead ? Dans une affaire jugée par la Cour fédérale de Circuit en Iowa le juge Dillon formulait ces paroles de bon sens : « Cela dépend des circonstances concomitantes du départ, des raisons qui l'ont motivé. Si un homme par exemple, ferme à clef son homestead ou encore s'il y installe un locataire pour faire un voyage d'agrément en Europe ou pour tout autre motif, mais avec l'intention clairement manifestée de revenir, il est bien évident que dans ce cas une absence de cinq ans ne suffirait pas pour entraîner la déchéance du droit. Il y a cependant des législations dans lesquelles le pouvoir discrétionnaire du juge n'est pas admis en cette matière. Ainsi, dans les statuts du Massachussetts « la renonciation ou l'abandon du privilège d'exemption ne sera valable que si elle est faite et enregistrée dans les formes exigées pour les actes translatifs de propriété foncière ». Le nouveau code de Californie dispose également : Le homestead ne peut être abandonné que sur une déclaration en due forme du mari et de la femme. La déclaration d'abandon du homestead n'a d'effet que du jour où elle est faite au bureau même où a eu lieu la constitution légale du homestead.

Le bien de famille comprend l'habitation avec ou sans terrain. La valeur de l'immeuble varie de 500 francs (Ma-

ryland) à 25.000 francs (Californie et Texas). L'étendue va de 40 acres à 240. Les meubles échappent aussi dans certains États à la saisie des créanciers pour une valeur allant de 100 à 2.000 francs.

Les formalités de la Constitution du bien de famille ne sont exigées que dans les États où le homestead est facultatif. Elles consistent alors en une « déclaration » sur les registres de mutation de propriété ou sur des registres spéciaux. Dans les pays où le homestead est obligatoire pour tout chef de famille, la simple occupation du bien par la famille fait présumer l'intention d'établir le régime du bien insaisissable.

Le mari ne peut aliéner l'immeuble familial sans le consentement de la femme. Certains États sont très rigoureux sur ce point. Il y en a qui exigent que la femme certifie par devant notaire que c'est librement quelle donne son consentement à l'aliénation. D'autres lois obligent le notaire à mentionner au dos de l'acte que l'épouse agit en pleine connaissance de cause et que c'est en toute liberté qu'elle consent à l'aliénation.

L'hypothèque du bien de famille est en principe permise dans tous les mêmes cas et sous les mêmes conditions que l'aliénation. Le consentement de la femme est indispensable. Mais l'hypothèque illégalement constituée n'est pas une hypothèque sommeillant tant que le bien sert aux besoins de la famille, pour reprendre toute sa force après la désaffectation de l'immeuble. Nulle au début, elle reste nulle pour l'avenir.

L'effet le plus important du homestead et qui se retrouve dans toutes les lois particulières est son insaisissabilité. Les créanciers chirographaires ne peuvent point, par une saisie de l'immeuble, en dépouiller la famille. Cette défense s'applique sans difficulté aux créanciers qui ont traité avec le propriétaire depuis la constitution du bien, mais même en principe aux créanciers antérieurs à moins d'exceptions formulées expressément par la loi. Les dettes provenant de délits ou quasi délits peuvent donner lieu à la saisie. Toutefois dans certains Etats tels que l'Illinois, on estime que le foyer familial doit être garanti contre les fautes de son chef.

Que devient le homestead à la mort du chef de famille. Le régime du bien insaisissable est maintenu au profit de la femme jusqu'à sa mort et au profit des enfants mineurs jusqu'à la majorité du plus jeune et le partage du bien est reculé jusqu'à ces différents moments. Destiné à protéger la famille, le homestead doit durer aussi longtemps qu'elle et disparaître avec elle ; « morte (1) la famille, mort le homestead. »

Tels sont les traits principaux de l'institution américaine du bien de famille : nous nous y sommes arrêtés quelques instants parce qu'elle a inspiré la plupart des législations européennes et spécialement notre loi du 12 juillet 1909.

L'Allemagne est arrivée par une voie détournée à l'idée du bien de famille insaisissable. Frappée de l'inconvénient

(1) Corniquet, p. 74.

que présente, à chaque décès, le morcellement de la petite propriété foncière ou hof, elle décréta que le petit patrimoine serait dévolu à l'un des enfants, quitte à indemniser les autres. Aujourd'hui, en Saxe, dans le Hanovre, en Bavière, l'héritier privilégié a un préciput d'un tiers de la valeur et concourt dans le surplus pour une part virile. Il est obligé de payer à ses cohéritiers leur part en argent ou en rentes; il est en plus, tenu de conserver le domaine; il a la charge de donner asile à ses frères et sœurs qui sont dans le besoin, jouant ainsi le rôle de chef de famille. S'il vend son domaine, il perd tout droit à son préciput et se trouve obligé de le partager avec les autres cohéritiers. Telle est la situation de l'héritier avantagé que les Allemands appellent *Anerbe* (1).

Une fois engagé dans cette voie, on ne pouvait manquer, un jour venu, de penser qu'il est une autre cause de ruine du patrimoine familial, plus désastreuse pour la famille que le partage du hof par les héritiers, c'est la saisie immobilière de ce bien. On devait nécessairement arriver à s'en préoccuper. En 1883, le comte Wilhelm de Bismarck déposait à la Chambre prussienne un projet de loi qui protégeait les fonds ruraux en les rendant en principe insaisissables, et qui, par voie de conséquence, devait fixer davantage les familles au sol. En 1891, deux députés du Reichstag, MM. Schneider et de Kiepenhausen proposent à nouveau l'idée du bien de famille. Le projet de M. de Kiepenhausen est d'abord adopté par le Reichstag et ensuite

(1) V. M. Robert Remond, *Le bien de famille*, 41 déc. 1907.

repoussé par le Bundesrath : il est repris en 1903. En 1904, nouvelle résolution du Reichstag qui formule le vœu que le bien de famille insaisissable soit examiné dans la prochaine session parlementaire.

Les traits principaux de ce projet sont les suivants : le bien de famille comprend d'abord la maison familiale et ses dépendances, les subsistances, les troupeaux, les champs, le fumier existant, les produits nécessaires à la culture jusqu'à la prochaine récolte. Tous ces biens sont soustraits à la saisie des créanciers quelle que soit leur valeur ; aucun maximum n'est imposé.

La seule formalité requise pour la constitution du Heimstätte est une inscription sur un registre spécial appelé le Heimstättenbuch.

Le propriétaire ne peut grever son bien de famille que pour la moitié de sa valeur et ses dettes ne peuvent être que des rentes ou des annuités qui, grâce à l'institution de Rentenbanken, pourront s'éteindre par amortissement.

Pour l'aliénation du bien, il faut le consentement des deux époux.

La heimstätte ne se partage pas au décès du propriétaire, mais se transmet intégralement à un seul héritier.

L'échange du bien est soumis à l'approbation des autorités compétentes.

En somme, le but poursuivi par les projets allemands est tout autant l'intérêt de l'agriculture que la protection de la famille.

En Angleterre, la constitution d'immeuble insaisissable

pour assurer l'avenir du groupe familial est inconnue, mais on trouve des institutions qui ont pour but d'accorder aux prolétaires ruraux sinon la réalité, du moins l'équivalent d'un bien de famille. Ce résultat fut la conséquence d'une transformation de la propriété au xvii^e siècle. La terre fut concentrée entre les mains des grands propriétaires qui absorbèrent tous les petits domaines. La forte race du petit paysan propriétaire, du yeoman disparut et il ne resta plus sur la terre pour l'exploiter que le farmer, industriel rural et grand capitaliste d'une part et d'autre part le laboureur ou journalier véritable prolétaire tout aussi étranger à la terre qu'il cultive que l'ouvrier, dans l'usine, est désintéressé des produits qui s'y fabriquent. Cet état de choses devait inévitablement amener des conséquences désastreuses. Il se forma en effet une sorte de prolétariat rural qui émigra en masse dans les villes où il tomba à la charge de l'assistance publique. On s'efforça de remédier à cet état de choses en facilitant la création de petites tenures louées par les paroisses aux habitants pauvres désireux de les cultiver eux-mêmes. Ce mouvement fut d'abord entravé par la mauvaise volonté des autorités locales choisies parmi les propriétaires et les grands fermiers, mais il se développa à partir de 1880, sous l'influence directe de Jess Colingt député de Birmingham, le grand défenseur de la petite propriété rurale. C'est lui qui a trouvé la formule « trois acres et une vache » devenue bientôt le mot de ralliement de la Rural Labourers League. Sous son influence, le parlement vota en 1882 une loi qui organise

sérieusement les concessions d'allotments, petites tenures d'un acre au maximum. Une seconde loi de 1887, a réglementé les tenures plus importantes (Smallholdings,) qui peuvent atteindre 50 acres et permettre ainsi à une famille toute entière de vivre complètement sur la terre qu'elle cultive. Il va de soi que ces terres ne peuvent être grevées de dettes, ni aliénées puisqu'elles ne sont pas la propriété des possesseurs, mais de simples tenures remises en leurs mains.

En Danemark où la petite propriété absorbe les quatre cinquièmes des terres, on facilita l'acquisition de cette petite propriété alors que notre loi française, ainsi que nous le verrons plus loin, se contente de favoriser la conservation du foyer une fois acquis. En effet, une loi du parlement danois, votée le 24 mai 1899 décida que des avances seraient faites par l'Etat, remboursables par annuités jusqu'à concurrence de 4.000 couronnes (5600 francs) aux ouvriers ruraux qui désireraient acquérir de petits immeubles de 1 à 5 hectares. Pour profiter de cet avantage, il suffit à l'emprunteur de posséder le dixième de la valeur totale de la propriété qu'il veut acquérir.

En Suède, une législation analogue a été établie par une loi du 7 mai 1904.

En Belgique, on s'est d'abord préoccupé des facilités à fournir soit au petit cultivateur, soit à l'ouvrier agricole qui voudrait se créer un patrimoine modeste, mais suffisant,

en réduisant les droits d'enregistrement et de transcription. Pour obtenir cet avantage, il faut que l'immeuble acquis n'ait pas un revenu cadastral supérieur à deux cents francs et qu'il soit exploité directement par l'acquéreur, son conjoint ou ses descendants. Un peu plus tard, le 16 mai 1890, on étendit à tous les petits héritages les dérogations au Code civil, établies par la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières : extension des droits de l'époux survivant, maintien de l'indivision, droit de reprise. Enfin le gouvernement belge a présenté en 1904, un projet de loi destinée à encourager et l'acquisition du bien de famille et sa conservation. L'acquisition est favorisée par des réductions d'impôts assez considérables. Quant à la conservation du bien, elle est facilitée par l'exemption du droit proportionnel, lorsque le propriétaire emprunte une somme pour libérer l'immeuble d'une dette ancienne par voie de paiement avec subrogation et surtout par voie de substitution d'une dette à terme fixe à une dette amortissable.

En Italie, un député sicilien, M. Pandolphi, réclamait, en 1897, l'organisation d'un bien de famille, insaisissable, inaliénable et indivisible.

Ainsi nous voyons le bien de famille, « ce grain de blé importé d'Amérique (1) » pénétrer petit à petit dans presque toutes les législations étrangères. Il a fini par acquérir droit de cité en France, en vertu de la loi du 12 juillet 1909.

(1) Corniquet, p. 341.

Cette réforme avait été précédée de nombreux travaux préparatoires qui commencent en 1894 par les propositions de MM. Léveillé (16 juin), Hubbard (19 juin) et abbé Lemire (18 juillet) pour se continuer avec les propositions de MM. Louis Martin et Paul Lebaudy (28 juin 1898), Léon Morillot (8 juillet 1898) Vacher (21 novembre 1898) etc...

Le gouvernement se mit à l'œuvre de son côté et le 31 janvier 1903, M. le Ministre Ruau déposait le projet de loi élaboré par le Conseil d'Etat après enquête près des cours d'appel.

M. Louis Martin député du Var fut alors chargé de présenter un rapport sur tous ces différents projets.

Le 13 avril 1906, la chambre émettait un vote de principe en faveur du bien de famille en votant le texte de sa commission.

Vint alors le tour du Sénat. Il vota d'abord en première lecture et sans discussion (12 décembre 1908), puis en deuxième lecture avec l'adjonction de divers amendements (4 février 1909), le texte qui lui était proposé par le rapporteur de sa commission M. Guillier. Enfin le 8 juillet 1909 la chambre adopta la loi qui fut promulguée les 12 du même mois.

Cet historique terminé, il nous reste à exposer la division de notre travail. Dans une première partie, toute de principe, nous chercherons à mettre en évidence le but ou les différents buts que la loi a poursuivis en créant le bien de famille insaisissable.

Dans une seconde partie, consacrée au commentaire de

la loi, nous examinerons successivement ses différentes dispositions, en recherchant dans quelle mesure elles s'harmonisent avec le but proposé.

Nous terminerons enfin notre étude par une suite de conclusions générales.

PREMIÈRE PARTIE

Buts de l'Institution du Bien de famille.

Nous venons de voir l'Amérique et après elle presque toutes les nations de l'Europe, favoriser d'une façon ou d'une autre le bien de famille. La France s'est enfin décidée à suivre, elle aussi, le mouvement général. L'idée a, nous l'avons vu, mis quinze ans à faire son chemin. Le premier projet date en effet de 1894 et la loi ne fut votée qu'au mois de juillet dernier.

Pourquoi cette longue et pénible élaboration ? Le bien de famille trouvait-il donc dans les Chambres des adversaires irréductibles ? Bien au contraire, on peut dire qu'il ne rencontrait que des sympathies à droite comme à gauche. La séance du 14 juin 1898 à la Chambre des députés, nous en donne une preuve indiscutable. M. Léon Bourgeois parlant à la tribune de la proposition Léveillé sur le homestead, les députés de tous les partis se mettent à revendiquer l'honneur d'un tel projet :

M. Julien Goujon. Ce sont nos amis qui ont déposé ces propositions de loi.

M. Léon Bourgeois. Mais je crois que nous en avons, nous aussi, déposé et soutenu plusieurs.

M. de Ramel : Il en a aussi été déposé par la Droite.

Nos législateurs reconnaissaient donc bien la nécessité de créer en France le bien de famille insaisissable et s'il leur fallut tant d'années pour faire aboutir la réforme, c'est qu'ils se mirent difficilement d'accord sur l'organisation détaillée de cette propriété nouvelle ; organisation qui, il faut en convenir, soulevait nombre de questions des plus délicates. Sur le but, au contraire, nous l'avons déjà dit, il n'y eut pas de divergence sensible. Presque tout le monde admit qu'il fallait : protéger le petit propriétaire foncier, en le mettant, sous certaines conditions, à l'abri de la saisie immobilière ; protéger la femme et les enfants en leur assurant un asile inviolable ; protéger enfin les modestes agriculteurs en consolidant dans leurs mains leurs petites cultures et, en essayant, par ce moyen, d'arrêter la désertion des campagnes, si funeste pour la Société. C'est ce triple but que nous allons étudier dans trois sections successives dont la première sera consacrée à la protection de l'individu contre lui-même et contre ses créanciers, la seconde à la protection de la famille et la troisième à la protection de la Société.

PREMIÈRE SECTION

De la protection des petits propriétaires fonciers contre eux-mêmes
et contre leurs créanciers.

L'idée de rendre insaisissable la petite propriété foncière transformée en bien de famille, réunit presque tous les suffrages. C'est qu'elle ne présente que des avantages pour tout le monde. Avantage, naturellement, pour le débiteur qui garde, en même temps que sa demeure, son instrument de travail à l'aide duquel il peut espérer remettre un jour à flot, ses affaires présentement compromises. Avantage même sans doute pour les créanciers. Que perdent-ils, en effet, à la suppression de la saisie immobilière qui, appliquée à de petits domaines, ne leur donnerait, à cause de l'énormité des frais, qu'une somme dérisoire, et au moins, ils conservent un débiteur qui, maintenu dans ses affaires a toute chance de redevenir solvable un jour ou l'autre.

« Il faut, dit très justement l'exposé des motifs du Gouvernement (1), retenir l'homme sur le sol, car c'est l'activité de l'homme qui fait la valeur du bien. Et pour cela,

(1) Projet de loi, n° 2214, p. 15 session de 1903.

lorsque viendra une crise générale dont ses faibles ressources ne lui permettraient pas de supporter le contre-coup et d'attendre la fin, conserver à ce cultivateur sa terre jusqu'au moment où, la crise passée, ses affaires se rétabliront. Au lieu d'un débiteur sans valeur, les créanciers auront désormais devant eux un homme en état de faire honneur à ses engagements. La misère qui l'eut frappé, la perte qu'auraient subie ses créanciers, auront été ainsi conjurées par l'intervention intelligente de la loi. Sans supprimer aucun droit, en se bornant à en suspendre seulement l'exercice inopportun, la loi aura fait l'affaire de tout le monde ».

Cette façon de rendre un bien insaisissable, en limitant en même temps la possibilité de l'aliéner, n'a pas été cependant sans soulever de violentes objections.

Objection d'ordre juridique d'abord : comment, disent les adversaires de la réforme, permettez-vous à un homme de se rendre lui-même incapable de disposer de ses biens. C'est contraire à tous les principes du droit français, c'est contraire aux données du Code. « Quiconque s'est obligé personnellement, dit l'article 2092 du Code civil, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. Les biens du débiteur ajoutés l'art 2093 sont le gage commun de ses créanciers et le prix s'en distribue entre eux par contribution à moins qu'il n'y ait entre les créanciers, des causes légitimes de préférence » Que reste-t-il de toutes ces dispositions si un individu peut malgré ses dettes, être maintenu dans sa maison et de là, narguer ses créanciers impuissants ?

Cette objection n'est pas très difficile à réfuter. Nous ferons d'abord observer qu'il n'est pas du tout contraire à notre droit, de rendre certaines choses insaisissables et il nous est aisé de citer de nombreux exemples où s'applique cette insaisissabilité. « Indépendamment des Codes (1), poursuit le projet du gouvernement, des lois antérieures, restées en vigueur et de nombreuses lois, rendues depuis, ont précisément établi une liste d'hypothèses, où des majeurs, tout aussi maîtres de leurs droits que le chef de famille, sont soumis à un régime analogue et même plus absolu en ce sens qu'il a lieu de plein droit au lieu de résulter de cet acte libre et volontaire : la constitution du bien de famille. Il suffit de rappeler la situation faite aux fonctionnaires civils, aux officiers, aux sous-officiers et soldats pour leurs traitements et leurs pensions de retraite : aux employés et aux ouvriers des particuliers pour leurs appointements et leurs salaires, soit par les lois les plus anciennes, soit par les plus récentes : presque toutes les classes, dans notre pays, jouissent plus ou moins de l'exemption de la saisie » — On peut ajouter à cette liste déjà longue, l'insaisissabilité (pourtant restreinte par une jurisprudence récente) (2) des rentes sur l'Etat établie par la loi de Nivose an vi, et l'insaisissabilité du fonds dotal.

(1) Projet de loi, n° 2214 p. 17.

(2) La jurisprudence qui avait d'abord admis l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'état, a fini par reconnaître qu'en cas de faillite, elles pouvaient être vendues par le syndic, pour le prix en être distribué entre les créanciers. Les oppositions entre les mains du Trésor, restent interdites.

Mais ce n'est pas tout. L'article 592 du Code de procédure déclare encore insaisissables... 2° le coucher nécessaire des saisis, ceux de leurs enfants vivant avec eux, les habits dont les saisis sont vêtus et couverts... 6° les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles. Eh ! bien, ne peut-on pas soutenir, avec juste raison, que le bien de famille rentre spécialement dans ces deux cas de l'article 592, dont il ne serait qu'une extension. C'est parce qu'ils sont nécessaires à son existence et à son travail qu'on laissera entre les mains du petit cultivateur sa chaumière et son lopin de terre.

Cette idée de rendre insaisissables le lit et les hardes est absolument juste, disent MM. Lemire, Aimond (1), etc., dans leur proposition de lois. Il ne faut pas mettre un individu dans l'impossibilité de gagner sa vie. Mais qu'on nous permette d'observer qu'un motif semblable justifie l'insaisissabilité du bien de famille : il ne faut pas priver une famille de ce qui lui est indispensable, à savoir son logement. — « Si, dit M. Donnet, dans une conférence donnée en 1888, à Oran, la loi du homestead américain soustrait aux créanciers le foyer domestique, comme une autre loi leur soustrait les vêtements du débiteur, c'est qu'elle considère ce foyer comme un vêtement, comme le vêtement de pierre de la famille. » — L'insaisissabilité des vêtements assure la protection du corps, celle du homestead, la protection de la famille, l'une est aussi nécessaire que l'autre.

(1) Lemire, Aimond et plusieurs de leurs collègues proposition de loi. Session, 1898, n° 101, p. 12.

Il n'est donc pas juste de dire que l'institution d'un bien insaisissable, soit une innovation sans précédent dans notre droit ; il ne nous paraît pas beaucoup plus exact de prétendre qu'elle nuise aux créanciers de l'individu. L'art. 5 de la loi réfute de lui-même l'objection : « La constitution du bien de famille, dit-il, ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 6 ci-après. »

« Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet. Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien. » — Quant aux créanciers chirographaires, l'article 7 leur donne un délai de deux mois pour faire opposition, opposition qui, si elle est reconnue fondée, empêchera le bien de famille de prendre naissance. — Comme le dit fort bien le projet du gouvernement « le nouveau régime (1) ne porte préjudice ni aux créanciers antérieurs puisqu'il ne leur est pas opposable, ni aux créanciers ultérieurs puisque ce bien n'a jamais fait partie de leur gage. Au point de vue des tiers, il est donc inattaquable puisqu'il respecte tous les droits acquis ».

(1) Projet du gouvernement, n° 2214, 1905, p. 17.

MM. Lemire, Aimond et leurs collègues donnent encore une autre raison, qui pour n'être peut-être pas très juridique, mérite néanmoins d'être rapportée. « Suivant la loi (1), disent-ils, les créanciers chirographaires doivent s'incliner devant le droit supérieur d'un créancier privilégié ou hypothécaire. Or, le droit de la famille n'est-il pas plus fort que ces droits de privilège et d'hypothèque ? S'il n'est pas écrit dans un texte de loi, ne résulte-t-il point de la nature ? La famille n'est-elle pas en quelque sorte la première créancière du bien dont le père est le détenteur. »

« Le père (2), dit M. Corniquet, par le fait du mariage et de la procréation, contracte envers sa femme, envers ses enfants, une dette sacrée qui doit primer toutes les autres. Il doit les entretenir et l'entretien ne comprend pas seulement la nourriture et l'éducation, mais encore l'habitation. »

Pour toutes ces raisons, les objections juridiques faites à l'insaisissabilité du bien de famille, nous paraissent donc mal fondées. On fait encore à cette insaisissabilité un autre reproche, celui-là d'ordre économique.

Si vous rendez son unique bien insaisissable, dit-on, vous enlevez à son propriétaire toute espèce de crédit. Quel capitaliste sera assez imprudent pour aller prêter de l'argent à qui n'a rien pour en garantir le remboursement. Le petit

(1) Proposition de loi présentée par MM. Lemire, Aimond et plusieurs de leurs collègues sur le bien de famille, annexe au procès-verbal de la séance du 23 juin 1898.

(2) *L'Insaisissabilité du foyer de famille aux Etats-Unis*, Paris, Durand, p. 286.

propriétaire ne pourra plus trouver de prêteur et sa situation, que vous aviez la prétention d'améliorer, deviendra intenable.

Cette objection n'est pas sans valeur. Il est possible et même probable que des capitalistes ne voudront pas volontiers prêter à des individus n'ayant pour tout gage qu'un bien insaisissable, non susceptible par conséquent d'être hypothéqué. Et pourtant, à y bien réfléchir, leur calcul est-il très exact? N'auront-ils pas autant de chance d'être payés, pas tout de suite sans doute, mais petit à petit, par un débiteur restant dans son bien de famille qu'il pourra faire fructifier, que par un débiteur dont on saisira la chaumière pour la vendre un prix dérisoire. Que restera-t-il, en effet, du prix après tous les frais de saisie et de vente? L'expérience nous répond : rien ou presque rien.

De plus, comme le font remarquer MM. Lemire, Aïmond, etc., (1), « s'il est vrai que l'insaisissabilité limite le crédit, c'est très volontairement que nous acceptons cette limitation. Le crédit doit s'appuyer sur le superflu et non sur le nécessaire. On porte au mont de piété des bagues, des montres, des tapis, parce qu'on peut se passer de ces choses. On n'y porte point les habits dont on a besoin pour se couvrir. La maison et la pièce de terre ne sont point du superflu pour la famille ; on ne peut donc les engager pour dettes. » Le crédit portant sur le nécessaire serait donc plus dangereux que l'absence de crédit (2).

(1) Proposition de loi, 23 juin 1898, p. 42.

(2) V. M. Barth, *De la constitution d'un bien de famille insaisissable*, 10 mars 1910, p. 13.

Le pauvre verra peut-être son crédit un peu diminué, sa liberté d'action un peu entravée, mais, en revanche, il sera assuré de conserver, quoi qu'il advienne, la maisonnette et le lopin de terre indispensables à son existence. Il ne courra pas le risque, combien fréquent à l'heure actuelle (1), d'être chassé de sa demeure, saisie et vendue par des créanciers impitoyables, et d'être obligé d'errer, tel un animal sauvage, sans même savoir où il trouvera un gîte.

(1) En 36 ans de 1865 à 1901 le nombre annuel des ventes immobilières sur saisie est passée de 5.538 à 25.863. Cf. M. Barth, *De la constitution d'un bien de famille insaisissable*, 10 mars 1910, p. 13.

DEUXIÈME SECTION

De la protection de la famille.

Protéger l'individu c'est déjà bien mais ce n'est nullement le but principal de la loi du 12 juillet dernier. Les promoteurs du bien de famille ont visé plus loin et plus haut. Ils veulent que cette institution produise des résultats féconds au point de vue familial, au point de vue social : voilà vraiment les deux grands objectifs de la réforme.

Nous venons de voir le misérable état du débiteur insolvable, obligé de fuir la maison de ses pères ; combien est plus lamentable encore la situation de sa famille ! L'homme pourra toujours se tirer d'affaire ; s'il est courageux, s'il a des bras robustes, il se mettra résolument au travail, mais que vont devenir sa femme et ses enfants trop faibles pour gagner leur vie ? Pour eux, c'est plus qu'un malheur, c'est un désastre ; c'est la ruine de la famille, c'est la tempête qui disperse la couvée, traînant après elle le désespoir et la mort !

A ce déplorable état de choses, l'insaisissabilité du bien de famille doit porter remède. Grâce à elle, la famille sera

toujours assurée de conserver sa maison, or, qui dit maison, dit foyer, centre de la famille où tous, petits et grands peuvent se réunir pour se reposer, après les fatigues de la journée. C'est le refuge où parents et enfants viennent se réconforter dans la chaude atmosphère familiale et reprendre courage pour les luttes futures de la vie.

Les promoteurs de la réforme du 12 juillet 1909 ont compris la bienfaisante influence de la maison sur la vie familiale et, par conséquent, la nécessité de rendre insaisissable le foyer domestique. « Notre but immédiat (1), dit M. l'abbé Lemire, n'est point de favoriser l'agriculture, ni de venir en aide à l'industrie. Nous désirons rendre à la famille une base, lui créer un abri, une protection en dehors du salaire, du traitement, du revenu, de tout ce qui est sujet aux aléas de la santé et du travail. »

« Une des considérations, déclare M. le Sénateur Guillier dans son rapport, qui militent en faveur du bien de famille, c'est la possibilité d'assurer la consistance et la stabilité du foyer familial. » « Le but, ajoute-t-il plus loin, que se proposent les promoteurs de la réforme est de souder la famille et la maison et d'en former un tout inséparable. Cette maison deviendra le cadre de la vie commune, le nid auquel se rattacheront tous les souvenirs, le centre des intérêts et des affections de la famille. »

Le homestead (3), proclame à la tribune du Sénat, M. le

(1) Proposition de loi annexe de la séance du 18 juillet 1894, p. 7.

(2) Rapport, séance du 10 nov. 1908, p. 5.

(3) *Journal officiel*, du 29 janvier 1909, p. 60.

Vicomte de Montfort dans la séance du 28 janvier 1909, est la réserve suprême de la famille. C'est l'assurance de tous contre la misère.

Mais ce n'est pas tout d'empêcher la dispersion de la famille causée par la faillite du père, il faut également prévenir celle au moins aussi fréquente qui suit sa mort. Les législateurs de 1909 y ont songé ; les articles 17, 18 et 19 pour parer à ce danger, permettent, sous certaines conditions, la continuation de l'insaisissabilité, soit en maintenant l'indivision, soit en facilitant l'attribution du bien à l'époux survivant, suivant les cas.

TROISIÈME SECTION

De la protection de la Société.

L'institution du bien de famille a enfin, nous l'avons dit tout à l'heure, une portée sociale et une grande portée sociale : le développement de la petite propriété, la protection des petits agriculteurs, principaux soutiens de la société.

« La constitution (1) d'un bien de famille insaisissable, dit le projet du gouvernement présenté en 1903 par M. Ruau, ministre de l'agriculture, est la meilleure mesure de protection à prendre en faveur de la petite propriété. »

Mais pourquoi voulez-vous, disent certains économistes, vous acharner à défendre une chose qui est destinée à disparaître. Vous aurez beau faire, vous n'empêcherez pas l'écrasement de la petite propriété par la grande. Nous sommes dans un siècle où tout se concentre, s'agglomère. Vous avez vu les grandes usines remplacer les petits métiers, d'immenses magasins se substituer au petit commerce, de même la petite exploitation agricole sera un jour ou

(1) Projet de loi, n° 2214, p. 14.

l'autre absorbée par la grande. Vous n'arrêterez pas un mouvement qui est fatal. Les mêmes causes qui ont opéré pour le commerce et l'industrie, existent pour l'agriculture, les mêmes effets se produiront. — « Là où l'agriculteur produit pour vendre, dit Kautsky (1), la production en grand a, sur la petite production, la même supériorité que le capitaliste vis-à-vis de l'artisan : connaissance supérieure du marché et moyens de profiter des circonstances avantageuses. De plus, il peut acheter de meilleurs instruments, des animaux de traits et de reproduction supérieurs, de meilleurs engrais et des semences plus choisies. » — Plus une exploitation est étendue, moins sa culture est onéreuse. « Les frais de culture dit Mathieu de Dombasle, doivent monter à 400 francs l'hectare, sur un domaine de 100 hectares ; 300 francs suffisent, si le domaine est de 200 hectares. » Vous allez encore, poursuivent les adversaires, contre l'évolution de la propriété en la déclarant insaisissable, en entravant sa circulation, alors qu'elle tend à se mobiliser de plus en plus.

Cette affirmation ne nous paraît pas certaine et l'échec en France du système Torrens montre que le moment n'est pas encore venu où la propriété foncière sera représentée par un morceau de papier que le vendeur n'aura qu'à remettre à son acheteur pour que l'aliénation soit parfaite.

De même, nous ne considérons pas comme inévitable, en agriculture, la concentration signalée pour le commerce

(1) L'ère nouvelle, 1^{er} septembre 1893.

et l'industrie. Il est possible qu'une partie des causes soient semblables dans un cas comme dans l'autre, par exemple, le perfectionnement des machines qui ne peuvent être employées que dans les grandes exploitations industrielles, commerciales et agricoles.

Mais combien d'autres causes qui peuvent faire varier les résultats. Sans doute, le grand propriétaire dispose de plus de capitaux, d'un meilleur outillage, mais il doit avoir recours à la main-d'œuvre qui devient de jour en jour plus chère et plus rare. De plus, combien le paysan qui cultive son propre champ pour sa propre famille, se donne-t-il plus de peine, travaille-t-il avec plus de soin, de goût et d'intelligence; combien en un mot son labeur est-il plus productif que celui d'ouvriers qui, travaillant pour d'autres, sont indifférents au résultat produit. L'expérience vient d'ailleurs en aide au raisonnement. La grande enquête agricole de 1892 comme l'enquête de 1908 nous montrent que l'exploitation agricole ne tend nullement pour le moment, à se concentrer en France bien au contraire, et suggèrent à M. Vigouroux, rapporteur de la loi du bien de famille à la chambre, les conclusions suivantes. Des chiffres fournis par ces deux enquêtes, il résulte dit-il :

1° Que le nombre des grandes exploitations (au-dessus de 40 hectares) a augmenté en même temps que la surface occupée par elles diminuait de 2.309.144 hectares, double phénomène de déconcentration (1).

(1) Rapport à la Chambre, n° 2587, p. 9.

2° Que le nombre des moyennes exploitations (de 10 à 40 hectares) a augmenté en même temps que la surface occupée par elles augmentait de 1.878.898 hectares.

3° Que le nombre des petites exploitations (de 1 à 10 hectares) a légèrement diminué, mais que la surface occupée par elles a augmenté de 1.176.042 hectares.

4° Que le nombre des très petites exploitations (moins d'un hectare) a sensiblement baissé pendant que la surface occupée par elle diminuait de 14.603 hectares.

« On voit que la petite et la moyenne exploitation ont gagné du terrain sur la grande et aussi un peu de terrain sur la très petite. »

« Sur nos quatre-vingt-sept départements, dit M. Ruau le 16 mars 1909, dans un discours prononcé au musée social, il n'y en a que deux dans lesquels on puisse signaler un mouvement de la concentration de la propriété : ce sont l'Eure et la Seine-et-Marne. Dans l'Eure, les grandes propriétés ne croissent pas en nombre, mais il semble qu'au regard de l'étendue, elles absorbent les petites. En Seine-et-Marne, il y a des précisions à formuler, le mouvement de la propriété assez complexe a, pour cause principale, le voisinage de Paris et l'existence de nombreux domaines de chasse ou d'agrément. » Le ministre prouve ensuite ce qu'il vient d'avancer, en passant en revue les uns après les autres, tous nos départements. Cette nomenclature serait trop longue ici. Qu'on nous permette seulement de tirer la conclusion qui ressort de cette énuméra-

tion : d'une façon générale, la propriété en France tend plutôt, à se déconcentrer.

Enfin la meilleure preuve que la petite propriété vaut bien la grande c'est que, habituellement, elle se loue et se vend en proportion, plus cher que la grande. En résumé, pouvons-nous conclure avec M. Ruau, si on la compare à la grande culture, la petite culture, en France, se trouve actuellement en état de supériorité marquée.

Protéger la petite exploitation rurale n'est donc pas une chose impossible et l'effort qu'on se donne pour y arriver, une peine perdue. Et quand bien même, la petite propriété n'aurait pas sur la grande, la supériorité qu'on peut lui reconnaître et que d'autres lui contestent au point de vue économique, son utilité, sa nécessité, au point de vue politique et social, est en tout cas, indiscutable. La classe des cultivateurs est sans contredit la partie la plus saine d'une population, celle qui résistera le mieux au renversement de la société : il y a donc un intérêt primordial à ce qu'elle devienne de jour en jour plus forte et plus nombreuse ; hélas ! pourquoi sommes-nous obligés de reconnaître que c'est le phénomène inverse qui se produit actuellement : le nombre des habitants de la campagne, bien loin d'augmenter, ne cesse de décroître chaque année. Que sont-ils donc devenus ? Ah ! c'est bien simple ! Dégoutés du travail des champs qu'une longue crise agricole avait rendu peu rémunérateur, fascinés par l'espoir de trouver dans les villes, en même temps qu'un salaire élevé, le luxe et les plaisirs que la campagne leur refusait, ils se sont

précipités dans les grandes cités où les attendait, suivant le mot très juste de M. de Montfort, « la misère noire, avec les doctrines de M. Jules Guesde ». Il est urgent d'arrêter cette désertion des campagnes qui constitue pour la Société un danger toujours croissant : il faut coûte que coûte ramener l'homme à la terre, à l'agriculture, en protégeant la petite propriété, en la faisant aimer à qui la possède. « Le homestead, poursuit M. de Montfort, est une loi entre toutes, bienfaisante, qui consolidera la barrière contre la révolution, car elle conserve aux travailleurs de la terre, ce qu'ils ont bâti, ce qu'ils ont planté. Le socialisme dit : « tout à l'Etat », le homestead, au contraire, quelque chose à l'individu et quand le socialisme dit : « tout le monde propriétaire, » le homestead répond « beaucoup de citoyens propriétaires, » et il transforme le vagabond sans foyer en un citoyen fixé au sol, prêt à rendre un service utile à la communauté ».

« Faut-il enfin ajouter (3), dit l'abbé Lemire, que la multiplication des biens de famille augmente le nombre des citoyens qui s'intéressent au maintien de l'ordre, au bon fonctionnement des services publics, à la marche des affaires et qui se détournent des doctrines perverses et des pratiques odieuses de l'anarchie, la chose est évidente. »

Le bien de famille, nous voulons le croire, réalisera les bienfaits qu'on est en droit d'attendre de lui ; il contribuera

(1) Séance du Sénat, 28 janvier 1909.

(2) Séance du Sénat, 28 janvier 1909.

(3) Lemire, proposition de loi, 18 juillet 1894.

à faire cesser cette émigration funeste des campagnes vers les villes et peut-être, grâce à lui, verrons-nous un jour « l'exode urbain succéder à l'exode rural » (1), peut-être assisterons-nous à ce retour à la terre, que nous prédit M. Méline.

(1) *Le retour à la terre*, M. Jules Méline, Paris, Hachette, 1905, p. 103.

DEUXIÈME PARTIE

Analyse de la loi

Les conditions et les effets de la constitution du Bien de famille.

Il était particulièrement difficile, en notre matière, d'adapter au but à atteindre les moyens propres à le réaliser. La constitution du bien de famille insaisissable met, en effet, en mouvement de multiples intérêts : ceux du créancier du constituant, ceux du chef de famille, de sa femme et de ses enfants mineurs, ceux des acquéreurs futurs du bien, ceux du fisc, ceux des officiers ministériels. Pour donner satisfaction à tous ces droits, sans sacrifier le but qui est d'assurer à la famille un asile inviolable, au petit cultivateur un coin de terre auquel il put s'attacher, il a fallu imaginer des règles dont l'accord avec le but peut être diversement apprécié. Dans quelle mesure le législateur a-t-il réussi dans cette tâche ; c'est en parcourant

les uns après les autres les différents principes dont l'ensemble forme la théorie du bien de famille, qu'il sera possible de s'en rendre compte. Pour établir un peu d'ordre dans ce sujet compliqué, nous diviserons cette deuxième partie en deux chapitres. Le premier sera consacré aux conditions exigées par la loi pour la validité des constitutions de bien de famille : le second développera les conséquences d'une constitution régulière.

CHAPITRE PREMIER

DES CONDITIONS EXIGÉES POUR LA VALIDITÉ DE LA CONSTITUTION DU BIEN DE FAMILLE

Ces conditions sont de trois sortes. Elles se rapportent, les unes aux personnes qui peuvent constituer des biens de famille, les autres aux biens qui peuvent être constitués en biens de famille et les troisièmes aux formalités de la constitution. Elles seront plus ou moins susceptibles de critiques suivant qu'elles s'éloigneront ou se rapprocheront du triple but de la loi qui est de protéger l'individu en le mettant, sous certaines conditions, à l'abri de la saisie immobilière, de protéger la famille en lui assurant un foyer intangible, de protéger enfin la Société en favorisant et en essayant de retenir à la campagne la saine et robuste classe des petits cultivateurs. Ce sont ces trois idées directrices de la réforme que nous aurons constamment en vue dans cette étude des conditions,

PREMIÈRE SECTION

Des personnes qui peuvent constituer un bien de famille

C'est l'article 3 de la loi du 12 juillet 1909 qui nous donne l'énumération des personnes admises à constituer un bien de famille insaisissable. D'un bout à l'autre, il est inspiré par l'idée de la protection du foyer domestique. Il est facile de s'en convaincre en parcourant les personnes visées par le texte.

I. — Peuvent constituer un bien de famille, les personnes mariées, qu'elles aient ou non des enfants, le mari seul, la femme seule sans son mari ou tous les deux conjointement. Mais, pour éviter un conflit d'intérêts, la loi détermine le bien que chacun pourra affecter aux besoins de la famille.

Le mari aura d'abord la faculté de constituer un bien de famille sur des biens lui appartenant en propre, comme un immeuble acquis avant le mariage, ou par legs, ensuite sur les biens de la communauté puisqu'il possède sur eux un droit d'administration et de disposition limité seulement par quelques restrictions, enfin sur les biens de sa femme

dont il a l'administration comme dans le régime de communauté et le régime dotal. Il faut seulement retenir que pour les biens dotaux, le consentement de son épouse lui est nécessaire.

La femme jouira des mêmes prérogatives, sans avoir besoin de l'autorisation du mari ou de justice sur les biens énumérés par la loi. D'abord, sous le régime de séparation de biens, sur les biens dont elle a l'administration, ensuite, sous le régime dotal, sur les biens paraphernaux ; en troisième lieu, sous le régime de la communauté, dans un cas bien rare, sur les biens à elle donnés ou légués à la condition expresse qu'elle en aura l'administration, à l'exclusion de son mari ; enfin sous n'importe quel régime sur les biens réservés à son administration par la loi du 13 juillet 1907 sur le salaire de la femme mariée.

Les époux peuvent conjointement affecter leurs biens à la famille dans la limite de ce qui leur est permis isolément.

II. — Le bénéfice de la loi est accordé également à l'époux survivant ou divorcé. On y met une double condition : il faut qu'il ait des enfants mineurs et qu'il ne grève d'insaisissabilité que ses biens personnels. La seule remarque intéressante à faire, c'est que le législateur interdit à l'époux survivant, s'il n'a pas d'enfants, de se créer un foyer propre pour le reste de son existence. Comme nous le disions plus haut, seule la protection de la famille a été prise ici en considération. Mais n'aurait-on pas pu lui per-

mettre de se créer un petit patrimoine insaisissable pour le retenir attaché à son coin de terre ?

III. — L'aïeul ou l'aïeule, qui recueille des orphelins, peut se constituer un bien de famille. Il faut seulement que les enfants, ainsi recueillis, soient ses petits-fils et qu'ils soient orphelins de père et de mère ou moralement abandonnés. Les ascendants auront sur le bien de famille les mêmes droits que les père et mère eux-mêmes comme aussi ils seront soumis aux mêmes charges. Ils pourront invoquer l'insaisissabilité sans pouvoir y renoncer. Ils pourront aliéner, mais avec les conditions voulues de consentement et d'autorisation. Il leur sera défendu d'hypothéquer le bien transformé en bien de famille, de se procurer de l'argent en le vendant à réméré. Après la mort du constituant, l'indivision pourra se prolonger jusqu'à la majorité du dernier petit enfant mineur.

IV. — Une constitution de bien de famille peut être faite par le père ou la mère d'un enfant naturel reconnu. C'est une conséquence de l'évolution qui s'est opérée au sujet de la condition des enfants naturels. Après avoir été très durement traités, sous le nom de bâtards, par la législation de l'ancien régime, leur sort depuis la Révolution, s'est beaucoup amélioré. Les réformes de ces dernières années (1), leur ont été spécialement favo-

(1) Par exemple réforme de 1896, augmentant la quotité de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère qui l'on reconnu.

rables, mais n'est-ce pas au détriment de la famille légitime ?

La loi exige toutefois que le constituant n'ait pas de descendants légitimes. Un père ne pourrait donc pas établir un foyer insaisissable seulement pour lui et son enfant naturel en dehors de sa femme et de ses enfants légitimes. Une raison péremptoire s'y oppose. Si on déférait à ses désirs, il se mettrait dans l'impossibilité de constituer un nouveau bien de famille pour sa femme et ses enfants légitimes (1). Or, quand un conflit s'élève entre les intérêts de l'époux et de l'enfant légitime d'une part et ceux de l'enfant naturel d'autre part, ce sont les premiers qui l'emportent. C'est ce principe qui est appliqué dans l'article 337 du Code civil ainsi conçu : « La reconnaissance de l'enfant naturel pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage, d'un autre que son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés du mariage. »

Il en est de même d'un enfant adoptif. L'adoptant peut constituer un bien de famille à son profit pourvu qu'il n'ait pas de descendants légitimes ; mais l'hypothèse prévue par la loi semble impossible ; il faudrait un enfant mineur, or c'est un des principes de l'adoption qu'une personne ne peut être adoptée avant sa majorité (2).

(1) L'article 4 interdit, en effet, la constitution de plus d'un bien par famille.

(2) Code civil art. 346. M. Barth, *De la constitution d'un bien de famille*, p. 31.

V. — L'énumération précédente ne comprend que les hypothèses où quelqu'un constitue un bien insaisissable pour s'y abriter avec sa femme, ses enfants ou petits enfants. Il reste à savoir si l'on peut fonder un bien de famille, non pour soi, mais à titre de libéralité, en faveur d'un ami ou d'un parent? L'idée ne figure ni dans le projet du gouvernement ni dans le texte voté d'abord par la Chambre des députés. C'est à l'initiative de la commission du Sénat qu'est due la possibilité de créer un bien insaisissable pour autrui. « Toute personne, décide l'article 3 de la loi, capable de disposer, pourra constituer un bien de famille au profit d'une autre personne réunissant elle-même les conditions exigées par la loi, pour pouvoir le constituer. »

La constitution du bien de famille pour autrui n'est pas autre chose qu'une stipulation pour autrui ; quand elle est faite par voie de donation elle est valable d'après l'article 1121 qui décrète que l'on peut stipuler pour autrui quand telle est la condition d'une donation que l'on fait à un autre. En conséquence, tous les droits que donne une constitution régulière de bien de famille peuvent être exercés par celui en faveur de qui la constitution a été faite.

Elle peut être également réalisée par testament, en léguant un bien sous la condition qu'il sera bien de famille.

La forme de cette constitution sera celle des donations ou des testaments comme l'indique l'article 6 ainsi formulé :

« La constitution du bien de famille résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'un testament ou d'une donation.

VI. — Les futurs époux, ou l'un d'eux, peuvent-ils faire une constitution de bien de famille pour ne valoir qu'après la célébration du mariage. Il n'en est pas question dans la loi. Un député, M. de Gailhard-Bancel avait déposé le 16 juin 1909 un amendement ainsi conçu : « Compléter comme suit l'article 3 : la constitution est faite par l'un ou l'autre des futurs époux, soit dans leur contrat de mariage, soit s'il n'y a pas de contrat, au moyen de la déclaration devant notaire prévue dans l'article 6 et faite immédiatement après la première publication légale du mariage pour ne valoir dans l'un et l'autre cas qu'après sa célébration. » La commission de la Chambre fut d'avis d'adopter cet amendement comme l'indique ce passage du rapport : Votre commission ne voit que des avantages à la constitution du bien de famille antérieurement au mariage par l'un ou l'autre des époux. Malgré cette approbation, la commission ne proposa pas la modification de l'article 3 et l'amendement resta sans effets. Il est permis de le regretter. Car le mariage, cet acte par lequel on fonde une famille n'est-il pas l'occasion toute indiquée pour créer le bien de famille ?

VII. — La faculté de constituer un bien de famille est-elle une faculté refusée aux étrangers ? A cette question, le

législateur répond en ces termes : « Les étrangers (1) ne pourront jouir des prérogatives de la présente loi qu'après avoir été autorisés, conformément à l'article 13 du Code civil, à établir leur domicile en France. » C'est donc un droit reconnu aux seuls nationaux et refusé aux étrangers à moins qu'ils ne puissent invoquer un traité ou le bénéfice d'une admission à domicile. Plusieurs raisons peuvent être apportées pour justifier cette décision (2). L'étranger admis à domicile, a-t-on fait remarquer, a ordinairement des enfants qui, le plus souvent deviendront français ; il n'y a donc pas d'inconvénient à lui permettre de constituer un bien de famille qui appartiendra bientôt à des Français. Mais il eut été dangereux de donner ce droit à un étranger quelconque. Les créanciers de cet étranger possèdent, en effet, un gage dont les éléments sont, pour la plupart, hors de France et qui est, par conséquent, difficile à réaliser ; ce serait encore aggraver cette situation que de laisser l'étranger rendre insaisissable le seul bien à leur portée.

Quoi qu'il en soit de ces considérations pratiques, si le législateur n'avait pas précisé lui-même la nature de ce droit, il faudrait pour la découvrir, faire entrer en jeu les quatre systèmes sur la condition des étrangers en France.

Le premier pose en principe que l'exclusion de l'étranger des droits privés est la règle et la capacité l'exception. Si donc, il n'y avait pas de texte sur la faculté de consti-

(1) Article 3.

(2) M. Barth, p. 23.

tuer un bien de famille, nous serions obligés d'en priver l'étranger.

Un deuxième système admet que l'étranger jouit en France de tous les droits privés qui dérivent du droit naturel, mais il ne peut pas invoquer ceux qui dérivent du droit civil. De plus c'est au juge à déterminer la nature de chaque droit. Il dépendrait donc exclusivement de son appréciation de décider dans quelle catégorie de droit l'on doit classer la faculté de rendre un bien insaisissable. Disons, en passant, qu'il nous semble peu pratique de subordonner la condition des étrangers en France, au pouvoir discrétionnaire des tribunaux.

D'après un troisième système, plus libéral, les étrangers jouissent en France de tous les droits privés qui appartiennent aux Français et ce n'est que par exception que certains droits civils leur sont refusés. S'il n'y avait pas de texte, le droit pour le chef de famille étranger, de fonder un homestead, lui serait nécessairement reconnu en France.

Enfin un quatrième système, qui a toutes nos préférences, arrive au même résultat que le précédent, mais en prenant pour base l'antithèse sur laquelle est fondé le second système, entre les facultés du droit civil et celles du droit des gens. Seulement le discernement entre les unes et les autres n'est pas abandonné aux lumières des juges, mais est fait par la loi elle-même. Dans un cas le classement est judiciaire, dans l'autre, il est légal. Nous déciderions encore ici, que la prérogative dont nous nous occupons doit être reconnue au propriétaire étranger.

Une autre question peut être soulevée en droit international privé. Dans le cas où, soit par traité, soit par admission à domicile, l'étranger pourra constituer un bien de famille insaisissable, à quelle loi sera soumis l'exercice de ce droit ? à la loi nationale de l'étranger ou à la loi de la situation du bien. Le choix est embarrassant. Si nous faisons rentrer cette théorie dans les institutions se rapportant à la famille ou à la capacité, c'est la loi personnelle de l'étranger qu'il faudra appliquer. Que si, au contraire, cette institution fait partie de l'organisation de la propriété immobilière, nous suivrons les règles de l'article 3 du Code civil « les immeubles, même ceux possédés par des étrangers sont soumis à la loi française ».

Nous pensons que l'idée d'organisation de la propriété foncière doit prévaloir sur l'idée de famille, qu'en conséquence, c'est plutôt le statut réel qui doit, dans l'espèce, l'emporter sur le statut personnel. Et, en effet, il s'agit ici de la création d'une propriété nouvelle, insaisissable, aliénable sous certaines conditions, non susceptible d'être hypothéquée, d'être vendue à réméré. Sans doute l'intérêt de la famille apparaît comme la fin, le but de cette propriété. C'est si l'on veut une propriété familiale, néanmoins c'est une propriété.

VIII. — La Constitution du bien de famille est-elle accessible aux incapables de droit commun ? Pour la femme, la question est tranchée, nous l'avons vu, par la loi elle-même, dans le sens de l'affirmative. Les textes étant muets sur les autres incapables, il est tout naturel de s'en rap-

porter, quant à eux, au droit commun. Ainsi la personne pourvue d'un conseil judiciaire, pouvant accomplir tous les actes qui ne lui sont pas expressément défendus, pourra se constituer valablement un bien de famille sans l'assistance de son conseil. — L'interdit judiciaire ne le pourrait pas personnellement puisque l'article 502 du Code civil déclare que tous ses actes sont nuls de droit — mais rien ne s'oppose à ce que son tuteur procède à sa place. De même le mineur en tutelle, n'ayant pas la capacité d'accomplir les actes relatifs à son patrimoine, ne pourra rendre insaisissable aucun de ses biens, mais son tuteur agira en son nom. Le mineur émancipé par mariage ou autrement est incapable de se constituer un bien de famille quoiqu'il puisse prendre à bail un immeuble ; sa capacité personnelle ne s'étendant qu'aux actes de pure administration (1).

(1) Art. 484, C. Civ.

APPENDICE

C'est seulement au profit de la famille que peut être constitué un bien insaisissable. Mais que faut-il entendre par famille? Le texte est muet sur ce point. Le rapporteur au Sénat a adopté un principe auquel nous donnons toute notre adhésion. « La loi, dit-il, ne prétendant protéger que le toit familial, est faite uniquement pour ceux qu'il doit couvrir (1), » c'est-à-dire le chef de famille, son conjoint, ses enfants ou petits-enfants. Il ne saurait donc s'agir ici évidemment de la famille successorale, des parents jusqu'au douzième degré. C'est la famille au sens étroit qu'il faut protéger; c'est à elle qu'il faut assurer un abri insaisissable par les créanciers. Comme nous l'avons vu, il n'est pas seulement question de la famille légitime. L'enfant naturel, l'enfant adoptif comptent aussi parmi ceux au profit desquels peut être constitué un bien de famille insaisissable. Cette façon de comprendre le mot famille, est la seule qui concorde avec les dispositions de la loi. Le chiffre de

(1) Guillier, Rapport au Sénat, p. 21.

8.000 francs, par exemple, fixé comme maximum de la valeur du bien, serait insuffisant si le bien devait abriter et nourrir le groupement familial en entier ; de même, la prolongation de l'indivision après décès, au profit des enfants mineurs, au delà des limites ordinaires, n'aurait plus sa raison d'être.

Peuvent donc seuls profiter des avantages de l'insaisissabilité, les plus proches parents du constituant. La loi exige de plus, qu'ils habitent la maison et exploitent eux-mêmes le bien (1). Le législateur permet, dans le texte du 12 juillet 1909, de graves dérogations au droit commun, mais seulement pour atteindre son but qui est le resserrement du lien familial.

(1) Article 2.

DEUXIÈME SECTION

Biens sur lesquels peut être constitué un bien de famille.

Sous cette rubrique, nous examinerons les quatre points suivants :

I. — Qu'est-ce qui peut être constitué en bien de famille ?

II. — De la valeur du bien de famille.

III. — Les meubles sont-ils compris dans l'insaisissabilité du bien de famille ?

IV. — La portion indivise d'un bien peut-elle être érigée en bien de famille.

I. — *Qu'est-ce qui peut être érigé en bien de famille ?*

La réponse à cette question se trouve dans l'article 2, principio ainsi conçu : « Le bien de famille pourra comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes, occupées et exploitées par la famille. »

Il est donc seulement permis de constituer en bien de famille une maison avec ou sans terres, mais jamais une parcelle de terre sans maison. Pourquoi cette distinction ? C'est parce qu'ici, le texte fait prédominer l'idée de la protection de la famille, représentée par la maison, sur les deux autres idées : protection de l'individu, protection de la société. Cette disposition n'a pas d'ailleurs été votée sans résistance ; la lutte a même été très vive à ce sujet dans les deux chambres. Les uns, avec M. Vigouroux, rapporteur à la Chambre des députés, ayant surtout en vue le développement de la petite propriété, demandaient qu'on put ériger en bien de famille, un simple champ. Les autres, représentés par M. Guillier, rapporteur au Sénat, ne considérant la question qu'au point de vue de la famille, exigeaient une maison. Nous ne pourrions mieux faire, pour bien montrer cette divergence d'opinions, que de donner successivement la parole aux deux rapporteurs.

« Pourquoi (1), déclare M. Vigouroux, décider que le bien de famille devra nécessairement comprendre une maison ?

« La chambre avait adopté un amendement de M. Ténin aux termes duquel le bien de famille pourrait être constitué sur une terre sans qu'il soit nécessaire de posséder une maison. L'honorable M. Guillier, rapporteur au Sénat a fait rejeter cette disposition.

« L'argumentation de M. Guillier, dit-il plus loin, se ré-

(1) Rapport à la Ch. des députés, annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 22 juin 1909 pp. 26 et suiv.

duit à ceci que l'idée principale du projet est de protéger le foyer quand il est constitué. C'est exact, mais, nous ne devons pas perdre de vue le but poursuivi par le législateur qui est de protéger la petite propriété rurale aussi bien dans l'intérêt de la famille que dans l'intérêt général. M. Guillier l'a dit lui-même au Sénat, le but du projet c'est d'enrayer l'exode des champs vers les villes. Or, souvent le champ du petit cultivateur a pour lui autant d'importance que sa maisonnette, sinon davantage. »

Aussi le rapporteur demande-t-il à la Chambre de voter l'amendement Pozzi (1) ainsi conçu : « Le bien de famille pourra comprendre soit une maison ou partie divise de maison, soit des terres, soit une maison et des terres sises sur le territoire de la même commune ou des communes limitrophes. »

Telle est la thèse de la protection de la petite propriété ; contre elle se dresse la thèse de la protection de la famille que va défendre et finalement faire triompher M. Guillier rapporteur au Sénat. « Par bien de famille (2), dit-il, on entend ce qui sert à l'habitation familiale, ce qui assure à l'homme son chez soi, son home. Aussi le bien de famille devra nécessairement comprendre une maison. Celle-ci devra être effectivement occupée par la famille.

La maison habitée constitue la partie essentielle du bien

(1) Déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 16 mars 1909.

(2) Rapport, annexe au procès verbal de la séance du 10 nov. 1908, p. 15.

de famille ; on pourra y adjoindre une partie accessoire comprenant un jardin ou pièce de terre attenante ou voisine de la demeure et directement exploitée par elle. »

La protection du foyer domestique, but principal de la loi, M. Guillier vient de le proclamer, et comme pour bien montrer l'importance qu'il attache à cette façon d'envisager la question, il insiste, il y revient sans cesse.

« L'idée (1) qui domine le projet, poursuit-il, étant celle de la conversation du nid familial, il n'a pas paru, contrairement à ce qu'a voté la Chambre sur l'amendement de M. Tenting qu'on pût considérer comme bien de famille une terre possédée et cultivée sans maison. » Et plus loin : « Destinée à assurer l'inviolabilité du foyer, elle (la loi) ne peut jouer que lorsque ce foyer est lui-même constitué et on ne peut considérer qu'il existe quand on est en présence d'une simple terre plus ou moins étendue. »

Ces citations, un peu longues, étaient nécessaires pour bien mettre en relief les différences d'opinions qui existaient, chez nos législateurs, dans le but poursuivi. Ici, comme dans la section précédente, c'est l'idée de la protection de la famille, qui l'a emporté. Ailleurs, se sera le contraire : il en résultera un certain manque d'unité dans la loi.

II. — *Valeur du bien de famille.*

« La valeur dudit bien, décide l'article 2 *in fine*, y compris celle des cheptels et des immeubles par destination, ne

(1) Rapport, p. 16.

devra pas, lors de sa fondation dépasser huit mille francs. »

Nous retrouvons là encore la divergence d'opinions que nous signalions plus haut. Quelle sera la valeur maxima du bien ? La réponse dépend de la conception que l'on se fait de la réforme. A-t-on uniquement pour but la sauvegarde du foyer domestique, le chiffre de 5.000 francs, proposé par certains, est suffisant, pour se procurer, du moins dans la plupart des campagnes, une maisonnette qui abritera la famille. Mais si l'on veut, en même temps favoriser la petite propriété rurale, permettre à l'humble cultivateur de joindre à sa demeure un lopin de terre qu'il fera fructifier, le chiffre de huit mille francs s'impose.

M. Vigouroux, a dans son rapport, très bien exposé la situation. « Dès qu'on aborde cette question (1), dit-il, on voit apparaître, par l'opposition des solutions préconisées, les divergences de vues assez profondes qui existent dont la façon de concevoir le but et le fonctionnement de la réforme. Le projet n'est-il qu'une mesure d'humanité, venant retrancher de rigueurs légales ce qui est nécessaire pour assurer un abri à la famille rurale, un maximum de cinq mille francs suffit. Si on veut, au contraire, faire bénéficier de l'institution, la petite propriété foncière, le chiffre de huit mille francs paraît indiqué. »

(1) Rapport, p. 27.

III. — *Les meubles sont-ils compris dans l'insaisissabilité du bien de famille.*

Une maison avec ou sans terres d'une valeur maxima de huit mille francs peut donc être constituée en bien de famille insaisissable. Cette insaisissabilité s'étendra-t-elle aux objets mobiliers, aux instruments aratoires et aux animaux nécessaires à l'exploitation du bien? Si l'on ne prend pas cette précaution, la loi produira-t-elle tous ses effets? Sans doute, le petit propriétaire ne se verra pas saisi et dépouillé de son lopin de terre, mais à quoi bon si on lui enlève ce qui lui est indispensable pour le faire fructifier? — Sans doute la famille sera laissée en possession de sa maison et ne courra pas le risque de coucher à la belle étoile, mais à quoi bon si elle reste dans une demeure vide de tout le nécessaire? elle ne sera pas privée de logement, mais de pain, ce qui est encore pis. — Sans doute les cultivateurs ne seront pas expulsés de leurs modestes domaines; mais peut-on sérieusement supposer qu'on arrêtera de cette façon la désertion des campagnes; n'aimeront-ils pas mieux aller se réfugier dans les villes plutôt que de mener une vie misérable dans un bien de famille qui ne pourra plus rien leur rapporter?

Pour avoir des résultats pleinement satisfaisants, la réforme que nous étudions, doit maintenir la famille dans sa maison avec la possibilité de n'y pas mourir de faim; elle doit permettre au cultivateur de rester dans son bien de fa-

mille, avec les moyens de le faire valoir. La loi du 12 juillet 1909 a-t-elle pris de semblables dispositions ? L'article 2 répond à la question indirectement et, de l'avis de quelques-uns, incomplètement. « La valeur dudit bien, dit-il, y compris celle des cheptels et des immeubles par destination, ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser huit mille francs. »

Les animaux et les instruments destinés par le propriétaire à l'exploitation du bien de famille sont réputés immeubles par destination. Ils s'incorporent avec le bien de famille auquel ils sont attachés et, de même qu'ils sont pris en considération pour fixer sa valeur maxima, de même ils suivent son sort et sont comme lui insaisissables. C'est l'application pure et simple du droit commun.

« Les objets, dit l'article 524 du Code civil, que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont immeubles par destination. Ainsi sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

Les animaux attachés à la culture ;

Les ustensiles aratoires ;

Les semences données au fermier ou colon partiaire ;

Les pigeons du colombier ;

Les lapins des garennes ;

Les ruches à miel ;

Les poissons des étangs ;

Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes ;

Les ustensiles nécessaires à l'exploitation de forges, papeteries et autres usines ;

Les pailles et les engrais ;

Sont aussi immeubles par destination tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés aux fonds à perpétuelle demeure. »

La loi du 12 juillet 1909 n'a également rien innové touchant les objets mobiliers (lits, hardes) laissés, malgré la saisie, au débiteur comme lui étant indispensables. Il n'en est même pas question dans le texte : c'est l'article 392 du Code de procédure et au besoin l'article 469 (1) du Code de commerce qui s'appliquent.

Le propriétaire du bien de famille n'est donc pas spécialement favorisé en ce qui concerne l'insaisissabilité mobilière : ce qui a paru choquant à quelques-uns des promoteurs de la réforme. Suivant eux, le chiffre de huit mille francs adopté par la loi était nécessaire pour l'immeuble lui-même et il fallait fixer une somme indépendante pour les objets mobiliers. Sur leur demande, la chambre des députés vota une disposition concernant les meubles et les outils professionnels dont le montant ne devait pas dépasser deux mille francs. M. Vigouroux explique les raisons de cette mesure. « L'article 326 du Code civil dit-il (2), énumère limitativement les animaux attachés à la culture, les pigeons, les lapins de garenne, les ruches et les poissons

(1) Art. 469, C. com. par lequel le failli peut obtenir la remise des objets indispensables à lui et à sa famille.

(2) Rapport à la Chambre, p. 31.

des étangs, les instruments aratoires, les pressoirs, les chaudières, les alambics, les cuves et les tonnes, les pailles et les engrais.

Il y a dans la basse-cour, dans la grange et sous le hangar du petit propriétaire, d'autres animaux, d'autres approvisionnements dont la conservation est indispensable à son exploitation. »

Cette thèse, très soutenable, il nous semble, après avoir été adoptée par la Chambre des députés, a finalement été repoussée. Le parlement s'est rangé à l'avis de M. Guillier, rapporteur au Sénat, qui réclamait pour le propriétaire du bien de famille l'application pure et simple du droit commun en ce qui concerne l'insaisissabilité des objets mobiliers, des animaux et instruments réputés immeubles par destination. « En principe, proclame M. Guillier (1), les objets mobiliers considérés comme constituant le strict nécessaire, sont donc protégés par la législation existante et leur propriétaire ne peut en être dépouillé. S'il estime que les exemptions prévues dans les Codes sont aujourd'hui limitées et par suite insuffisantes, c'est par une modification des articles précités que le législateur doit opérer la réforme. Elle aura une portée générale et pourra être explorée par tous les débiteurs malheureux.

« C'est pourquoi nous n'avons pas cru devoir reproduire la disposition concernant les objets mobiliers. »

Quant aux animaux et aux objets placés par le proprié-

(1) Rapport, p. 34.

taire pour le service et l'exploitation du fonds, qui comprennent les cheptels et les ustensiles professionnels du cultivateur, ils sont réputés immeubles par destination (article 524 Code civil). Ils suivent le sort de l'immeuble proprement dit ; ils bénéficient dès lors du régime nouveau et leur valeur entrera dans l'estimation du bien pour déterminer le maximum qui ne peut être dépassé. »

IV. — *La portion indivise d'un bien peut elle être érigée en bien de famille ?*

« Le bien de famille, décrète l'article 4 de la loi, ne peut être établi que sur un immeuble non indivis. » Nous retrouvons la même idée dans l'article 2 où il est dit que l'on peut rendre insaisissable une portion de maison à la condition que ce soit une portion divise. « On n'a pas admis (1), dit pour préciser la question, M. Guillier dans son rapport au Sénat, que le bien de famille reste partie indéterminée d'un tout. Un immeuble indivis ne peut pas bénéficier du nouveau régime. — Pour bien marquer qu'il ne peut pas être question d'une quote-part telle que la moitié ou le tiers d'une propriété déterminée, le projet parle de la portion divise de la maison. On entend par là un bien nettement spécifié comme par exemple une superficie de tant de mètres à prendre dans telle pièce ou tel étage de telle maison ».

(1) Rapport, p. 45.

Le rapporteur à la Chambre des députés, M. Vigouroux s'exprime en termes analogues. « Le bien de famille (1), dit-il, pourra comprendre soit une maison, soit une portion divise de maison, c'est-à-dire un bien déterminé dans son individualité propre, par exemple, un étage ou deux étages d'une maison. Il ne saurait s'appliquer à un immeuble indivis, l'article 4 le stipule expressément ».

Ces différentes manières d'affirmer le principe, ne dispensent pas d'en rechercher la raison d'être. Pourquoi interdire d'ériger en bien insaisissable une portion indivise d'immeuble ? C'est que rien ne serait plus instable qu'une semblable constitution. On sait en effet que tout copropriétaire, ayant toujours le droit de sortir d'indivision (2), peut à chaque instant, réclamer le partage de l'immeuble indivis et que, après le partage, chaque portion divise mise dans le lot d'une personne est réputée n'avoir jamais appartenu à une autre (3). Que deviendrait la constitution du bien de famille au milieu de toutes ces fluctuations de partage et d'adjudication ? Cette incertitude serait incompatible avec l'idée de bien de famille qui exige au contraire un régime de durée, de permanence et de stabilité.

(1) Rapport à la chambre (22 juin 1909), p. 25.

(2) Code civil, art. 815.

(3) Code civil, art. 883.

TROISIÈME SECTION

Des formalités requises pour la constitution du bien de famille.

La constitution du bien de famille est soumise à des formalités nombreuses et coûteuses qui ne sont pas favorables à l'extension de cette institution. On peut s'en rendre compte par la lecture de l'article 6 de la loi ainsi conçu : « La constitution du bien de famille résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'un testament ou d'une donation

Cet acte contient la description détaillée de l'immeuble avec l'estimation de sa valeur ainsi que les nom, prénoms, profession et domicile du constituant et, s'il y a lieu, du bénéficiaire de la constitution. Il reste affiché pendant deux mois par extrait sommaire et au moyen de placards manuscrits apposés, sans procès verbal d'huissier, à la justice de paix et à la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est en outre inséré par deux fois à quinze jours d'intervalle, dans un journal du département recevant les annonces légales. »

Toutes ces précautions prises, il faut maintenant, avoir

recours au juge de paix. « A l'expiration du délai de deux mois, dit l'article 8, l'acte est soumis, avec toutes les pièces justificatives, à l'homologation du juge de paix.

Celui-ci ne donnera son homologation qu'après s'être assuré :

1° Par les pièces produites et s'il les juge insuffisantes, par un rapport d'expert commis d'office, de la valeur des immeubles constituant le bien de famille.

2° Qu'il n'existe ni privilège ni hypothèques autres que celles visées à l'article 5.

3° Que mainlevée a été donnée de toutes les oppositions.

4° Que les bâtiments sont assurés contre les risques de l'incendie.

Enfin, troisième acte de cette longue procédure : « Dans le mois qui suivra son homologation, l'acte de constitution sera transcrit, à peine de nullité (article 9).

N'ayant pas ménagé les formalités, on songea à ménager, dans une certaine mesure, la bourse du constituant et l'on eut la pensée de remplacer, pour cela, l'intervention du notaire par celle du maire, bien moins coûteuse. Cette question souleva de vives controverses. — La chambre des députés avait écarté le notaire et avait prévu une déclaration rédigée en trois exemplaires destinés, l'un au fondateur du bien, l'autre au maire et le troisième au conservateur des hypothèques. Le Sénat, préférant une solution contraire, a conféré au notaire le droit d'intervenir dans la constitution. On en a donné comme raison que la fondation

du bien de famille peut soulever des question très délicates et que le notaire est le mieux qualifié pour résoudre ces sortes de difficultés. Quoiqu'il en soit, ce fut ce dernier système qui l'emporta.

L'homologation par le juge de paix présente quelques questions intéressantes. Il y a d'abord lieu de se demander en faveur de qui, elle est exigée. C'est, sans aucun doute, dans l'intérêt des tiers. Le juge de paix doit en effet s'assurer que la valeur du bien, soustrait à l'action des créanciers, ne dépasse pas huit mille francs, que les droits des créanciers antérieurs à la constitution ont été respectés, que notamment aucun privilège ou hypothèque conventionnelle ne grève le bien, qu'aucune opposition n'a été signifiée par un créancier chirographaire etc... Que se passerait-il si le juge de paix, donnait, par inadvertance, son homologation au mépris d'une inscription ou d'une opposition ? La même question se pose dans le cas où le bien constitué aurait une valeur supérieure à huit mille francs. La première hypothèse ne donne lieu à aucun doute : les créanciers n'auraient pas à souffrir de l'erreur du magistrat : leurs droits resteraient intacts et ils pourraient saisir et faire vendre le bien de famille. Décider autrement serait inique puisqu'ils avaient pris toutes les précautions exigées par la loi, inscription ou opposition. Dans le second cas, celui où l'évaluation du bien a été faite d'une façon inexacte, le rapporteur au Sénat exprima l'opinion que la décision du juge de paix ne peut être susceptible d'aucune voie de recours, ni ordinaire, ni extraordinaire. La Cour de cassa-

tion n'aurait pas à intervenir ; le juge de paix est souverain sur la question de la valeur du bien qui est une question de fait et non de droit.

La transcription de l'acte constitutif ne soulève pas de difficultés ; si elle n'a pas été faite dans le délai d'un mois, la constitution est nulle et toutes les formalités sont à recommencer.

CHAPITRE II

DES EFFETS DE LA CONSTITUTION DU BIEN DE FAMILLE

Lorsqu'un bien de famille a été constitué conformément aux conditions qui viennent d'être exposées, il se produit une série de conséquences les plus variées dont nous allons retracer les principales.

A partir de la transcription de l'acte constitutif, le bien devient insaisissable ; c'est l'effet capital. Il ne peut plus être aliéné librement. S'il vient à être détruit par un incendie ou à subir une expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité due dans les deux cas, est soumise à une réglementation spéciale dans l'intérêt de la famille. En cas de décès du chef, le bien ne redevient pas libre, l'insaisissabilité continue dans l'intérêt de l'époux survivant ou des enfants mineurs. Tant que le bien n'est pas désaffecté, il ne peut être hypothéqué ni vendu à réméré. La constitution du bien n'a pas pour effet de l'affranchir des impôts qui frappent les immeubles en général. La renonciation au régime exceptionnel du bien n'est pas défendue

mais elle ne peut s'opérer que sous des conditions déterminées, analogues à celles de la vente. La création de plusieurs biens de famille n'est pas tolérée par la loi. Enfin rien ne s'oppose à la désaffectation du bien par voie de prescription ou de substitution.

Telles sont les conséquences dont l'ensemble forme le régime du bien de famille insaisissable. A chacune d'elle nous allons consacrer une section spéciale.

PREMIÈRE SECTION

De l'insaisissabilité du bien de famille.

Dans le but de procurer au petit cultivateur un asile inviolable pour sa famille et de le maintenir en possession de son lopin de terre, la loi du 12 juillet 1909, a donc rendu le bien de famille insaisissable. Mais de quelle insaisissabilité s'agit-il ici ? Est-ce l'insaisissabilité absolue opposable à tous les créanciers sans exception ? Evidemment non. Si tout à coup un immeuble pouvait être soustrait au gage des créanciers par la seule volonté du débiteur, le crédit s'évanouirait, la confiance universelle cesserait au détriment même de la famille qu'on voulait protéger. L'insaisissabilité relative est donc seule possible et nous allons examiner à quels créanciers elle est opposable et dans quelles conditions. Le désir de respecter les droits acquis impose une distinction entre les créanciers antérieurs à la constitution du bien de famille et ceux qui le sont devenus postérieurement. Il y a également lieu de discerner, des créanciers ordinaires, ceux qui possèdent des sûretés réelles. Il nous faudra enfin chercher si quelques créances particulièrement

favorables, ne doivent pas, par leur nature, échapper à l'insaisissabilité. Telles sont les principales questions que le législateur avait à résoudre et que nous allons étudier sur l'insaisissabilité du bien de famille.

I. — *Créanciers antérieurs à la constitution du bien de famille.*

Cette question de l'insaisissabilité du bien de famille en face des créanciers antérieurs à la constitution du bien est de beaucoup la plus délicate et la plus longue à traiter. C'est qu'ici, le créancier possède un droit acquis qu'il faut savoir ménager et concilier avec les droits du débiteur.

A. *Créanciers possédant un privilège ou une hypothèque, soit conventionnelle soit judiciaire.* — L'art 5 de la loi déclare que la constitution du bien de famille ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque soit conventionnelle, soit judiciaire lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou au plus tard dans le délai de deux mois.

Cette disposition se justifie aisément. Une sûreté de cette sorte (privilège et hypothèque) constitue un jus in re, un droit sur la chose elle-même, un droit inhérent à cette chose, indépendamment de qui la possède. Que deviendrait le droit de suite accordé à ces créanciers privilégiés, si le

débiteur pouvait mettre le bien qui leur sert de gage à l'abri de leurs poursuites ?

On avait pourtant proposé, pour concilier l'intérêt des créanciers et celui du débiteur, d'établir une purge spéciale de ces privilèges et hypothèques, en s'inspirant des idées qui gouvernent la purge du Crédit foncier. On sait que cet établissement, qui ne doit prêter que sur première hypothèque, peut distraire de la somme qu'il prête les fonds nécessaires pour désintéresser les créanciers qui ont privilège ou hypothèque sur l'immeuble de l'emprunteur. Ne pourrait-on pas user de ce procédé pour affranchir le futur bien de famille des charges qui le grèvent ?

Cette conception se heurta à une sérieuse objection et ne put triompher. La purge est une libération des privilèges et des hypothèques qui grèvent un immeuble par un paiement partiel ou anticipé. Que cette mesure soit opposable par des tiers, étrangers aux actes constitutifs des sûretés, on peut le concevoir. En pratiquant la purge, ils ne manquent à aucune convention passée avec les créanciers. Mais le débiteur est garant de l'hypothèque qu'il a constituée ; il ne peut dépendre de lui de s'en libérer autrement que par un paiement total et à l'échéance si le terme est dans l'intérêt du créancier.

En application de ces règles, nous ne permettrons pas au débiteur de transformer son immeuble en bien de famille au détriment des anciens vendeurs du bien, des copartageants, des architectes et ouvriers et des créanciers privilégiés. Mais que décider à l'égard des privilèges généraux sur

les meubles et qui grèvent subsidiairement les immeubles ? Font-ils obstacle à la constitution du bien de famille ? Équitablement, c'est impossible, et l'on ne trouverait pas un seul juge de paix en France refusant son homologation à la constitution d'un bien de famille sous le prétexte d'interpréter à la lettre le texte de la loi. C'est, qu'en effet, il s'agit, en cette matière, de faire respecter des droits acquis et par conséquent certains, et non des droits éventuels comme les privilèges généraux qui s'étendent seulement subsidiairement et à défaut de meubles suffisants sur les immeubles du débiteur.

La règle s'applique sans difficulté aux hypothèques conventionnelles et judiciaires ; le bien sur lequel elles portent ne peut être constitué en bien de famille qu'après en avoir été affranchi.

B. *Créanciers possédant une hypothèque légale* (1). — La loi s'occupe en second lieu des créanciers possédant des hypothèques légales antérieures à la constitution du bien de famille. Même inscrites dans le délai de deux mois dont il a été parlé plus haut, elles ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet. Un mari, ou un tuteur, pourra donc constituer en bien de famille un immeuble bien que son patrimoine soit grevé de l'hypothèque légale de sa femme ou de ses pupilles ; seulement ce bien continuera à servir de gage à ses créanciers et

(1) Voir *Thèse* de M. Barth du 10 mars 1910, p. 68.

pourra, le cas échéant, être saisi et vendu pour les désintéresser.

Ce système a pour but de permettre la constitution du bien de famille, tout en respectant les hypothèques légales. On peut lui reprocher de porter atteinte à l'essence même du régime du bien de famille qui est l'insaisissabilité, puisqu'il autorise la saisie du bien. Mais il faut reconnaître que la question n'était pas facile à résoudre, et il est probable que toute autre solution, soit diminuant les effets de l'hypothèque légale, soit interdisant la constitution du bien de famille, aurait eu des inconvénients encore plus considérables.

C. *Créanciers chirographaires.* — La loi décide que les créanciers qui n'ont pas de sûretés réelles, seront admis dans les deux mois de l'acte constitutif du bien de famille, à former en l'étude du notaire rédacteur, une opposition à la constitution. Cet acte d'obstruction de la part du créancier rendra impossible l'homologation du juge de paix tant qu'il n'y aura pas mainlevée soit du créancier opposant, soit de justice. Un tel pouvoir, donné au créancier, sort du droit commun. Un débiteur reste toujours libre de disposer de ses biens, de les aliéner, de les affecter à telle entreprise ou à telle œuvre que bon lui semble. Il n'y a qu'une restriction à sa liberté, c'est de ne pas agir en fraude des droits de ses créanciers. Dans ce cas, ils ont à leur disposition l'action Paulienne (1) en révocation de l'acte frauduleux.

(1) Code civil, art. 1167.

Une constitution de bien de famille faite en fraude des droits du créancier pourra-t-elle être attaquée par l'action Paulienne ? Il faut dire que le cas se présentera rarement. En effet, le juge de paix ne peut pas donner son homologation à une constitution de bien de famille tant qu'il n'y a pas eu mainlevée des oppositions faites par les créanciers avertis par une publicité des plus larges. Il faudrait donc supposer ou que ce magistrat n'a pas tenu compte des oppositions, ce qui serait bien extraordinaire, ou que les créanciers fraudés n'en ont pas fait. Dans cette dernière hypothèse, c'est-à-dire en cas d'absence d'opposition, la constitution du bien peut-elle être attaquée par l'action paulienne. La raison de douter est tirée de la solution admise pour les partages de succession. En cette matière, l'action paulienne est refusée aux créanciers qui n'ont pas fait les oppositions au partage hors de leur présence, oppositions exigées par l'art. 882 du Code civil ; dans ce cas, ils ne peuvent plus attaquer le partage comme ayant été fait en fraude de leurs droits. La jurisprudence, qui, après certaines hésitations, a fini par se fixer en ce sens, a fondé son refus de l'action paulienne sur des considérations d'ordre économique et sur le désir de protéger les familles contre les dangers des rescissions de partage (1). Des considérations analogues doivent refuser aux créanciers le droit d'attaquer la constitution du bien de famille, s'ils n'ont pas fait oppo-

(1) Cass., 9 juillet 1866. D. 66.1.369. — Cass., 17 février 1874, J. 75.1.399. — Cass., 17 novembre 1890. D. 91.1.25.

sition. En outre, dans le même sens, on a donné un argument qui n'est pas sans valeur. Les créanciers chirographaires ont eu pendant deux mois, la possibilité de faire opposition à la constitution du bien de famille. S'il en existe, a-t-on dit, qui ne forment pas opposition, c'est qu'ils reconnaissent par là même que le bien de famille peut être régulièrement constitué, c'est qu'ils ne contestent pas la valeur, au maximum de 8.000 francs, attribuée à ce bien, c'est que toutes les autres conditions exigées pour la validité de l'acte se trouvent réunies : ce qui rend l'acte inattaquable par eux. En vain l'un d'eux arguerait de son ignorance relativement à la constitution faite. Quand le législateur établit une publicité, l'objet de la publicité est réputé connu de tous. C'est une présomption contre laquelle la preuve du contraire n'est pas admise conformément à l'article 1352 du Code civil. Le législateur, se fondant sur la présomption qu'après la publicité l'acte du débiteur est connu de tous, refuse l'action en justice au tiers. Cette solution peut paraître dure pour les créanciers, mais elle est indispensable à la sécurité générale.

II. — *Créanciers postérieurs à la constitution du bien de famille.*

A. *Principe.* — En règle générale, les créanciers qui ont traité avec le débiteur postérieurement à l'acte constitutif du bien de famille, ne peuvent plus saisir ni l'immeuble, ni

ses fruits. Le bien de famille doit être considéré comme sorti du patrimoine du débiteur et n'ayant jamais été, par conséquent, le gage de ses créanciers. De plus, le propriétaire du bien ne peut pas, en traitant avec un tiers, renoncer à cette insaisissabilité ; l'article 10 de la loi le lui interdit formellement et l'on comprend facilement la raison de cette défense ; car si elle eût été permise, une pareille clause de renonciation fut vite devenue de style, et l'insaisissabilité du bien de famille n'aurait été qu'un mot.

Toujours dans le but de sauvegarder cette insaisissabilité, le bien de famille ne peut être ni vendu à réméré, ni hypothéqué, c'est évident. Mais que décider pour les hypothèques légales. Nous avons vu que celles qui existaient avant la constitution du bien et qui avaient été inscrites dans les délais, ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet. Pour les hypothèques légales qui prendraient naissance postérieurement, la loi décide qu'elles pourront être valablement inscrites, mais que l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien. M. Vigouroux, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, explique les motifs de cette prescription. « Les circonstances (1), dit-il, dans lesquelles l'hypothèque légale devient utile, sont relativement rares. Si un droit aussi contingent ne doit pas entraver la constitution, il n'existe, d'autre part, aucune raison de le sup-

(1) Rapport à la chambre des Députés annexe de la séance du 22 juin 1909, p. 35.

primer. Il suffit d'en suspendre l'exercice, de dire que si la femme (ou un autre créancier muni d'hypothèque légale) a laissé expirer le délai sans s'inscrire, elle conservera son droit intact, fera à son sujet tous actes conservatoires, mais ne pourra l'exercer que lorsque la constitution du bien aura pris fin. » Le rapporteur parle surtout de l'hypothèque légale de la femme, mais il applique ces observations à tout créancier muni d'une hypothèque légale, au mineur créancier de son tuteur, à l'Etat créancier de ses comptables, au légataire, créancier de l'héritier, enfin à la masse des créanciers d'une faillite.

B. Exceptions. — Le principe de l'insaisissabilité du bien de famille, sans lequel le but de la loi ne pourrait être réalisé, doit-il comporter des exceptions? Deux opinions ont été formulées sur ce point.

La première, soucieuse de concilier tous les intérêts en conflit, admet les exceptions que semble indiquer l'équité. C'est la conception qu'avait adoptée le projet de loi du gouvernement présenté par M. le Ministre Ruau. Il énumère dans un long article les dérogations assez nombreuses au principe de l'insaisissabilité. « Le bien de famille (1) demeure saisissable, dit le projet, pour les causes ci-après :

1° Fournitures de subsistances faites au constituant et à sa famille pendant les six derniers mois par les marchands en détail tels que boulangers, bouchers et autres.

2° Condamnations en principal et accessoires pour délits

(1) Projet de loi annexe à la séance du 31 janvier 1905, p. 41.

et quasi-délits civils, condamnations en matière criminelle, correctionnelle et de simple police pour le paiement des amendes, l'acquiescement des restitutions, dommages-intérêts et frais prononcés au profit de l'Etat, indemnités et dépens alloués pour les mêmes faits aux parties, soit par les tribunaux de répression, soit par les tribunaux civils saisis séparément de l'action en réparation quel qu'ait été le constituant du bien de famille et sans que dans aucun cas, le droit de jouissance du mari puisse réduire l'effet de la saisie.

3° Mémoires d'entrepreneurs et salaires d'ouvriers employés à reconstruire les bâtiments dans la mesure et sous les conditions prévues à l'art. 2103, n° 4 du Code civil.

4° Sommes dues pour l'ensemencement des terres, les améliorations agricoles, l'achat de bétail, de machines et d'instruments servant à la culture ou de métiers et outils en usage dans la profession du constituant ». Il vient immédiatement à l'esprit, en lisant cette interminable liste d'exceptions, que rien ne sera plus facile au propriétaire qui voudra se défaire du régime, gênant pour lui, du bien de famille, que de déguiser de véritables emprunts derrière l'une de ces nombreuses dépenses, et par des actes fictifs, faire échouer toutes les espérances du législateur. On le comprit heureusement.

Une deuxième opinion, plus sage suivant nous, fut adoptée par la loi du 12 juillet 1909. Elle est venue, contrairement au projet de loi du gouvernement, rendre au principe de l'insaisissabilité du bien de famille, toute sa portée, toute son étendue. La loi établit d'une façon ab-

solue, l'insaisissabilité du bien lui-même. Sous aucun prétexte, pour aucune obligation, il n'est permis de le saisir. Les fruits seuls pourront être mis à la disposition du créancier et encore dans des hypothèses extrêmement rares, énumérées dans l'article 10 ainsi conçu :

« Néanmoins, les fruits pourront être saisis pour le paiement :

1° Des dettes résultant de condamnations en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police ;

2° Des impôts afférents au bien et des primes d'assurances contre l'incendie ;

3° Des dettes alimentaires. »

Ce texte suggère plusieurs réflexions. D'abord on peut remarquer que le fisc ne perd jamais ses droits : les embarras financiers dans lesquels se débat le pays, expliquent suffisamment ses exigences. Il est donc assuré du recouvrement des impôts, des amendes et des frais de justice qui peuvent lui être dus.

Ensuite, nous trouvons dans cet article 10 une preuve de la sollicitude de nos législateurs pour les intérêts des compagnies d'assurance contre l'incendie. Seulement dans les travaux préparatoires, on ne rencontre pas de sérieux motifs de mettre les compagnies d'assurance sur le même pied que l'Etat. « Elles assurent, dit le rapporteur à la chambre, la conservation du bien. » Il faut reconnaître que cette raison est loin d'emporter la conviction. Pourquoi alors ne pas donner la saisie des fruits, au maçon, par exemple, qui

concourt lui aussi à la conservation du bien en réparant la maison et en l'empêchant de tomber en ruines ?

Enfin Monsieur le rapporteur Vigouroux justifie ainsi la troisième exception à l'insaisissabilité : « Il serait immoral (1), dit-il, qu'un citoyen pût se soustraire absolument à l'accomplissement du devoir alimentaire que la conscience et la loi lui imposent en faveur de ses plus proches parents. Quelque minimes que soient ses ressources, une part doit en être assurée à ceux auxquels il est tenu de servir une pension alimentaire. Dépourvue de cette sanction, l'obligation de fournir des aliments que trop de gens cherchent à éluder pour la rejeter sur la collectivité, n'est plus qu'un vain mot ». Ces paroles sont trop justes et trop vraies pour avoir besoin de commentaires. Une pareille exception à l'insaisissabilité en faveur des créances alimentaires n'est que l'application de la règle plus générale que certaines obligations légales qui existent de plein droit, grèvent tous les biens quels qu'ils soient.

Telle est la liste, très succincte des exceptions à l'insaisissabilité du bien de famille.

III. — *Comparaison de l'insaisissabilité du bien de famille avec l'insaisissabilité du fonds dotal.*

Ces deux insaisissabilités méritent d'être comparées, car tout en suivant des règles parfois différentes, elles se ressemblent sur plusieurs points.

(1) Rapport à la chambre, p. 40.

Pour savoir à quels créanciers l'insaisissabilité est opposable, nous ferons la même distinction entre les créanciers antérieurs et postérieurs à la constitution du bien ou au mariage.

Parmi les créanciers antérieurs, le créancier hypothécaire, conserve son droit de saisie après l'acte constitutif du bien de famille ou du fonds dotal : en effet, il a sur le bien un droit réel que le débiteur ne peut pas lui enlever. N'est pas non plus dépouillé de son droit de poursuite, le créancier chirographaire qui se trouve en présence d'une constitution de dot faite à titre particulier ou d'une constitution de bien de famille faite au même titre. On pourrait soutenir que le droit de saisir devrait être perdu pour eux parce qu'ils sont de simples ayants cause de leurs débiteurs et qu'ils subissent l'effet de toutes les fructuations qui atteignent le patrimoine de celui-ci. Mais cet argument n'a pas prévalu. L'insaisissabilité du bien de famille et du fonds dotal n'a d'effet que pour l'avenir. Il en est d'elle comme d'une incapacité qui atteindrait un débiteur. Il a beau perdre la capacité nécessaire pour contracter des obligations nouvelles, son patrimoine n'en reste pas moins grevé du passif antérieur. Le constituant du bien de famille est devenu incapable de contracter de nouvelles dettes sur le bien de famille comme la femme qui se marie, sur le fonds dotal, mais ce serait aller trop loin que d'opposer l'insaisissabilité familiale ou dotale à des créanciers avec lesquels les deux débiteurs ont contracté dans la plénitude de leur capacité.

Pour les créanciers postérieurs au mariage ou à la constitution du bien de famille, la règle générale est que l'insaisissabilité leur est opposable. C'est pour eux surtout qu'elle a été créée. Sans elle, ni la restitution de la dot, ni la conservation du foyer ne seraient assurées.

Mais si nous passons aux exceptions à l'insaisissabilité, les deux théories diffèrent absolument. En matière dotale, la pensée directrice est qu'il faut protéger la femme en lui accordant le bénéfice de l'insaisissabilité, toutes les fois que l'obligation a une source contractuelle et que la femme pourrait la faire naître à volonté par le seul désir de s'obliger. Au contraire elle est privée de ce bénéfice chaque fois que son obligation n'a pas une source contractuelle. En suivant ce principe pour le constituant du bien de famille, nous n'arriverions pas aux exceptions édictées par la loi du 12 juillet 1909.

Une autre différence apparaît relativement aux clauses par lesquelles l'insaisissabilité peut être écartée. Une femme dotale peut spécifier dans son contrat de mariage non seulement que ses biens dotaux seront aliénables, mais aussi qu'ils seront saisissables. Ces deux clauses doivent être expresse, l'une n'entraîne pas l'autre (1). Rien de semblable en matière de bien de famille. Il est défendu d'insérer, dans l'acte constitutif comme aussi dans l'acte par lequel le propriétaire s'oblige, que le bien pourra être saisi pour telle ou telle dette ; l'article 10 est formel sur ce point.

(1) Cass., 12 mars 1861. D. 61.1.136.

Pourquoi cette différence ? Elle tient au but spécial poursuivi dans chacune des hypothèses. Sous le régime dotal, on veut, avant tout permettre à la femme, si elle le désire et dans la mesure où elle le désire, de s'assurer, au cours du mariage, une quotité certaine de revenus, et à la dissolution, la restitution de la dot. Le bien de famille, au contraire, doit avoir pour effet, moins de favoriser l'intérêt personnel du constituant, que de fournir à la femme et aux enfants un abri permanent, donc insaisissable d'une façon absolue.

Sur la durée de l'insaisissabilité, il existe une différence profonde entre les deux institutions. Sous le régime dotal, même après la dissolution du mariage, l'insaisissabilité des anciens biens dotaux continue par rapport aux dettes contractées pendant le mariage. On a voulu surtout protéger la femme contre les opérations que pourrait lui faire accomplir son mari pendant le mariage et mettre la dot à l'abri des conséquences de ces actes. Or, si l'insaisissabilité aboutissait simplement à un ajournement temporaire de l'action des créanciers, le but de la dotalité ne serait pas atteint.

Ces raisons ne seraient pas applicables au bien familial. Sitôt sa fonction terminée, dès qu'il a cessé d'être l'abri de la famille, il redevient un bien ordinaire compris dans le gage des créanciers. Néanmoins, de même que sous le régime dotal, l'hypothèque consentie sur le bien de famille malgré la défense expresse de l'article 10, ne saurait à notre avis, produire effet, même après la désaffectation du bien.

Décider le contraire serait donner une prime à la désobéissance à la loi (1).

Telles sont les principales différences entre l'insaisissabilité du bien de famille et celle du fonds dotal. Il en existe d'autres secondaires qui ne rentrent pas d'une façon immédiate dans le cadre de notre étude.

(1) Quant aux hypothèques constituées avant la fondation du bien, mais inscrites après le délai de 2 mois, nous considérons que, inefficaces tant que dure le régime du bien de famille, elles reprennent leur effet après la désaffectation.

DEUXIÈME SECTION

De l'aliénabilité du bien de famille et de ses restrictions.

Le bien de famille est-il aliénable ? Pour répondre à cette question, la plus importante, peut-être, de la matière, le législateur avait le choix entre deux systèmes opposés, aussi intransigeants l'un que l'autre.

Le premier soutenait que le propriétaire d'un bien de famille devait avoir la liberté absolue de l'aliéner, comme il avait eu celle de le constituer. L'empêcher de disposer de son bien, serait, très souvent, une prohibition inique et nuisible. Supposons, par exemple, que l'industrie à laquelle est attaché un chef de famille, se déplace et s'installe dans une autre contrée plus favorable à sa prospérité. Que va devenir le bien de famille. Il devra être délaissé sans profit pour personne à moins que l'ouvrier ne préfère abandonner l'usine, peut-être son unique gagne-pain. Mêmes résultats funestes, même délaissement du bien quand de vieux parents, ne pouvant plus cultiver le lopin de terre qui les nourrissait, se décident à aller vivre chez leurs enfants, habitant un autre coin de la France. Supposons une autre

hypothèse toute différente et presque inverse des précédentes. Un bien de famille, favorisé par des circonstances exceptionnelles, comme l'établissement dans son voisinage, d'une voie ferrée ou d'une industrie nouvelle, se trouve augmenter de valeur dans des proportions parfois considérables. Et on empêcherait le propriétaire de profiter de cette bonne fortune en lui interdisant de vendre dans des conditions aussi avantageuses : ce serait simplement inique. D'ailleurs le producteur n'est-il pas maître de son produit sous quelque forme qu'il se présente et n'est-ce pas porter atteinte à cette liberté que de s'opposer à la disposition de son bien ?

Les partisans de ce premier système, agitent enfin contre l'inaliénabilité, le spectre du passé. Rendre le bien de famille inaliénable, disent-ils, c'est y enchaîner son propriétaire. C'est nous ramener plusieurs siècles en arrière à l'époque des « tenures féodales rivant l'homme à la terre, le serf à la glèbe (1). »

Un système opposé combattit cette opinion. Plusieurs députés, notamment l'abbé Lemire se prononcèrent pour l'inaliénabilité du bien de famille. A quoi bon, dirent-ils, créer un bien de famille insaisissable, s'il est possible de l'aliéner. C'est aller manifestement contre le but de la loi. En effet, le propriétaire, qui aura besoin d'argent, ne pouvant emprunter sur un bien insaisissable, le vendra nécessairement et tout l'espoir de la famille s'évanouira. Il y a

(1) Vigouroux, Rapport à la chambre.

une incompatibilité évidente entre l'insaisissabilité du bien et la possibilité de l'aliéner.

En face de ces deux thèses opposées, les Chambres prirent un moyen terme, firent des concessions aux deux partis extrêmes et adoptèrent, à leur tour, un système transactionnel. A la première opinion, on emprunta le principe, posé dans l'article 11 de la loi, que le propriétaire peut aliéner tout ou partie du bien de famille. Avec la seconde, on reconnut que cette faculté du propriétaire compromettrait les intérêts de la famille et on tempéra ses pouvoirs par les restrictions ainsi formulées dans le même article. « Mais si le propriétaire est marié ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation sera subordonnée, dans le premier cas au consentement de la femme, donné devant le juge de paix et dans le second cas à l'autorisation du conseil de famille qui ne l'accordera que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs ; sa décision est sans appel ». Telle a été la méthode éclectique suivie par la loi.

Cette combinaison produira-t-elle, au profit de la famille, les bons résultats qu'on en attend ? Il est, croyons-nous, permis d'en douter. Nous reconnaissons que l'inaliénabilité absolue a des inconvénients graves et nombreux, mais encore faut-il, renfermer la possibilité d'aliéner dans des limites précises et infranchissables, sinon le but de la loi est complètement manqué. Or, nous sommes obligés de reconnaître que les prescriptions édictées à ce sujet par l'article 11 sont totalement insuffisantes.

« Le propriétaire, y est-il dit, peut aliéner tout ou partie

du bien de famille ». Il est facile de voir le résultat de cette liberté absolue : c'est la vente du bien dès que le propriétaire aura besoin d'argent.

« Mais s'il est marié, continue l'art. 2, ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation sera subordonnée dans le premier cas au consentement de la femme donné devant le juge de paix et dans le second à l'autorisation du conseil de famille. »

Ces garanties ne protègent, à notre avis, la femme et les enfants que d'une façon insignifiante, car nous nous refusons à admettre avec M. Vigouroux « que la présence du juge de paix neutralisera la pression que le mari pourrait être tenté d'exercer ». Comment peut-on sérieusement supposer que la présence de ce magistrat pendant les dix minutes de la rédaction de l'acte contrebalancera la pression journalière et continuelle exercée par le mari sur sa femme ? De même n'est-il pas dangereux pour les mineurs de charger leur conseil de famille de décider souverainement l'aliénation du bien et pourquoi augmenter encore le péril en déclarant que la décision sera sans appel ? Quand on songe aux conflits intérieurs que soulèverait la résistance de la femme aux projets d'aliénation du mari, quand on songe également à l'indifférence des conseils de famille pour les intérêts des mineurs, on regrette que les législateurs n'aient pas pris des mesures plus sérieuses dans l'intérêt de la femme et des enfants. Au risque de compliquer les formalités de la vente on aurait pu exiger soit le contrôle et l'homologation du tribunal d'arrondissement soit dans la plupart des cas, le

remploi du bien aliéné dont on aurait rendu responsable non seulement le chef de famille, mais même les tiers. Qui veut la fin, veut les moyens et ne recule pas devant les garanties nécessaires.

Nous venons de voir que le bénéficiaire d'un bien familial, peut l'aliéner sous certaines conditions ; peut-il également céder à un tiers non pas la propriété, mais la jouissance de l'immeuble ? Nous ne le pensons pas, la famille ; pour profiter des avantages du bien insaisissable, doit l'occuper et non le donner à bail dans un but de spéculation.

TROISIÈME SECTION

De l'indemnité d'assurance en cas d'incendie du bien de famille.

L'art. 8 de la loi interdit au juge de paix d'homologuer une constitution du bien de famille, si les bâtiments ne sont pas assurés contre les risques de l'incendie. Cette assurance obligatoire semble dériver du désir de sauvegarder la perpétuité du bien de famille qui se survivra à lui-même dans l'indemnité d'assurance laquelle servira à l'acquisition d'un nouveau bien de famille. Cette mesure a soulevé avec quelque raison, de sérieuses critiques. On a fait observer que dans certaines régions, sur les Alpes par exemple, les compagnies refusent d'assurer les chaumières des paysans. Les contrats, dans ces pays, ne mettent en jeu que des sommes d'argent si peu importantes que les assureurs les négligent comme menues affaires à dédaigner. Alors dans ces conditions, la constitution du bien de famille sera donc impossible? A cette objection, on a répondu que si les assurances à primes ne sont pas possibles dans l'hypothèse en question, rien n'empêche les propriétaires de former entre eux des assurances mutuelles dont peuvent faire partie

les riches comme les pauvres. Mais la chose n'est guère pratique dans les cas où les petits propriétaires, qui veulent constituer des biens de famille, ne sont pas assez nombreux pour fonder une mutuelle contre l'incendie. Nous pensons donc que les compagnies d'assurance ont souvent plus d'intérêt que les propriétaires à l'assurance obligatoire.

Quoiqu'il en soit, la disposition de la loi est formelle et le législateur ne s'est pas borné à poser le principe de l'assurance, mais il a établi sur ce point une série de prescriptions plus ou moins obscures, plus ou moins insuffisantes. On peut s'en rendre facilement compte en parcourant les obligations et les droits de tous les intéressés à l'égard de l'indemnité d'assurance contre l'incendie.

I. — Et d'abord la Compagnie d'assurances n'a pas le pouvoir de se libérer en remettant l'indemnité à celui qui a constitué le bien de famille. C'est à la caisse des Dépôts et Consignations que la somme doit être versée et elle seule a qualité pour donner bonne et valable quittance à la Compagnie d'assurance. Cette dernière, ajoute le texte, n'est en aucun cas garante du défaut de remploi. Cette disposition déroge aux principes qui gouvernent le régime dotal. Quand un immeuble dotal a été déclaré aliénable avec obligation de remploi, non seulement le mari, mais tous les tiers et officiers ministériels qui ont pris part soit à l'aliénation du premier bien, soit à l'acquisition du nouveau, sont responsables du défaut de remploi. Le but du régime est mieux assuré, la restitution de la dot est plus certaine

avec ce droit rigoureux vis à vis des tiers. Pourquoi cette différence ? Les droits de la famille sont aussi respectables que ceux des compagnies d'assurances qu'on aurait pu, il semble, rendre responsables du défaut de remploi ou des remplois frauduleux.

II. — Les créanciers du constituant n'ont pas le droit, pendant l'année qui suit le paiement de l'indemnité, de la saisir à la Caisse des dépôts et consignations (1). Cette somme est substituée au bien lui-même lequel était insaisissable. Mais une fois ce délai d'un an écoulé, quelle est la situation ? Nous pensons que cette valeur retombe dans le droit commun des biens appartenant à un débiteur et qu'elle redevient, par conséquent, le gage de ses créanciers. La pensée du législateur a été probablement, qu'en n'utilisant pas ces fonds pendant le laps de temps déterminé par la loi, le chef de famille, sa femme durant le mariage et les représentants des enfants mineurs après le mariage, ont renoncé tacitement à la reconstitution du bien de famille.

III. — Le constituant peut prendre différents partis : Ou il reconstituera le bien de famille, en suivant les formalités accomplies pour la fondation même du bien ; dans ce cas, la Caisse des dépôts et consignations, sur le vu de ces formalités, se dessaisira de la somme destinée à payer le nouvel immeuble. Ou bien le propriétaire, avec les consentements

(1) Loi du 12 juillet 1909, article 14.

et autorisations nécessaires, renoncera à la reconstitution du bien. La Caisse lui remettra alors la somme si elle n'est frappée d'aucune opposition.

IV. — La femme a aussi plusieurs partis à prendre. La loi lui permet d'exiger l'emploi des indemnités d'assurance soit en immeubles, soit en rentes sur l'état français jusqu'à concurrence de huit mille francs.

Supposons d'abord qu'elle choisisse l'emploi en immeuble, elle adressera sa demande à la Caisse des dépôts et consignations qui sera tenue d'effectuer le remboursement. Pas de difficulté, si elle est autorisée par son mari mais si celui-ci refuse son consentement, que devra faire le dépositaire ? Le but de la loi sera mieux assuré en écartant les prétentions du mari. L'article 16 déclare en effet que la femme n'a besoin d'aucune autorisation pour poursuivre en justice l'exercice des droits que lui confère la présente loi. C'est apporter une grave atteinte à la puissance maritale, il faut en convenir, mais l'intérêt collectif de la famille semble devoir l'emporter sur l'intérêt privé du chef. Une autre difficulté se présente. Quel va être le régime de l'immeuble acquis en emploi de l'indemnité, conformément à l'article 13 de la loi. Ce ne sera pas, à notre avis, un bien de famille proprement dit, car dans l'espèce, il n'y a pas eu les formalités nécessaires à la constitution de ce bien, mais un équivalent qui comme tel sera insaisissable. Seulement il n'est pas obligatoire qu'il réunisse les autres conditions du bien de famille, qu'il comprenne par exemple une maison. C'est

la seule façon, croyons-nous de concilier la lettre avec l'esprit de la loi.

Admettons maintenant que la femme réclame le emploi de l'indemnité en rente sur l'Etat. Ici encore et à plus forte raison puisqu'il ne s'agit même plus d'un immeuble, nous nous trouvons en face, non d'un bien de famille proprement dit, mais de son équivalent. Le bien nouveau fournira à la famille l'alimentation ainsi que les ressources nécessaires pour se procurer une maison en location.

QUATRIÈME SECTION

De l'expropriation du bien de famille pour cause d'utilité publique.

En principe, tous les immeubles peuvent être l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, non seulement ceux qui appartiennent à des particuliers, mais aussi ceux qui font partie du patrimoine des personnes morales administratives. Seulement les dépendances du domaine public de l'Etat, des départements, des communes, ne se prêtent pas, par leur nature, à une expropriation, n'étant susceptibles d'aucune propriété qu'on puisse leur enlever. Mais il peut y avoir pour ces biens la désaffectation qui transportera l'immeuble du domaine public dans le domaine privé. Ce principe général s'applique-t-il au bien de famille? On ne voit aucune raison de sacrifier, ici, l'intérêt public à l'intérêt particulier du propriétaire. L'immeuble familial sera donc susceptible d'expropriation; c'est ce que décide formellement l'article 12 de la loi.

Ne pouvant préserver le bien insaisissable de cette cause de destruction, le législateur n'a pas pour cela abandonné les intérêts de la femme et des enfants. Il exige que l'indemnité allouée pour cause d'expropriation, soit versée à

la Caisse des dépôts et consignations pour demeurer affectée à la reconstitution du bien, sans que les créanciers puissent, dans l'année qui suit le paiement, pratiquer, aucune saisie sur la somme ainsi versée.

Si l'expropriation se produit au cours du mariage, la femme est protégée par l'article 5 qui lui permet d'exiger l'emploi de l'indemnité soit en immeubles, soit en rentes sur l'Etat français jusqu'à concurrence d'un maximum de 8 000 francs. Dans ce cas, ces immeubles ou ces rentes, contiennent en eux-mêmes la valeur du bien de famille et ne peuvent, par conséquent, être aliénés sans le consentement de la femme.

Si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, quelles seront les précautions à prendre en faveur de ces derniers relativement à l'indemnité d'expropriation. Deux articles semblent être, au premier abord, en contradiction sur ce point. L'article 12 charge le juge de paix de prendre des mesures de conservation et de remploi qu'il jugera nécessaires. L'article 15 (1), ne confie cette mission à personne mais arrête lui-même les dispositions à prendre. Cette remarque fut faite au moment de la discussion de la loi, par M. Félix Martin.

Le rapporteur concilia cette apparente divergence, en faisant remarquer que l'article 12 seul traite la question d'un des époux décédé. L'article 15 s'occupe de l'hypothèse générale dont nous avons parlé plus haut, où les deux époux sont vivants.

(1) Ordonne le dépôt à la caisse des Dépôts et consignations.

CINQUIÈME SECTION

De la prolongation après décès de l'insaisissabilité du bien
de famille.

Quand le mariage vient à se dissoudre par la mort d'un des époux, le partage des biens de l'époux décédé s'impose et il y a lieu de se demander quel va être le sort du bien de famille. Va-t-il se diviser entre les différents héritiers, comme les autres biens, ou sera-t-il soumis à un régime spécial ? Le premier parti ne pouvait être suivi ; il eut détruit le bien de famille juste au moment de sa plus grande utilité. N'est-ce pas en effet au décès du chef de famille qu'il est le plus important d'assurer un abri à la veuve et aux orphelins ? Aussi le législateur, repoussant l'idée de soumettre le bien de famille aux lois du partage ordinaire, a édicté sur cette question, une série de règles, toutes déroatoires au droit commun, qui vont faire l'étude d'un rapide examen.

La loi s'occupe d'abord de l'hypothèse où l'époux est décédé sans laisser d'enfants. — A l'égard de l'époux survivant, l'insaisissabilité subsiste même après la dissolution

du mariage sans enfant, s'il est propriétaire du bien (1). Le projet du gouvernement y mettait comme condition que l'époux survivant devait déclarer, devant notaire, son intention de continuer le régime du homestead. La commission du Sénat a estimé à contraire que le homestead devait subsister de plein droit, sans que l'époux survivant eut à remplir aucune formalité : c'est la thèse adoptée par la loi.

Supposons maintenant que l'époux survivant soit copropriétaire du bien de famille, qu'il n'ait pas d'enfants et qu'il ne trouve en face de lui que des ascendants ou des collatéraux de son conjoint décédé. Selon le droit commun, le bien familial devrait être attribué partie à l'époux survivant, partie aux héritiers de l'époux décédé. Ce serait la dislocation du bien et par là même la fin du homestead. Ou bien il serait l'objet d'une vente sur licitation, auquel cas, il s'en irait soit dans le patrimoine d'un héritier, soit dans celui d'un tiers en perdant son caractère de bien de famille. Pour empêcher ces fâcheux résultats, le législateur a édicté l'article 19 ainsi conçu : le survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien pour moitié au moins et s'il habite la maison, à la faculté de réclamer, à l'exclusion des héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Prenons l'hypothèse d'une personne survivante ayant des enfants à la mort de son conjoint. Ou ces enfants sont

(1) Art. 17.

mineurs : la loi règle alors ainsi la situation : « S'il (1) existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

S'il y a comme héritiers des enfants majeurs, l'époux survivant ne peut obtenir la prolongation de l'indivision ; il peut seulement s'il est copropriétaire du bien et s'il habite la maison, réclamer à l'exclusion des héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation. La même faculté lui serait reconnue, dans le cas d'enfants mineurs, si la demande en maintien d'indivision avait été rejetée.

Ces mesures, destinées à soustraire aux prescriptions du Code le régime du bien de famille, sont inspirées par une intention très louable, mais nous paraissent complètement insuffisantes. Elles permettent la prolongation de l'indivision ou dans quelques cas déterminés, l'attribution de l'immeuble à une seule personne ; elles ne règlent pas d'une façon définitive la transmission du bien de famille. Or, si l'on veut que le bien familial se perpétue, se transmette intact de génération en génération, il faudrait le soustraire au partage en nature et l'attribuer à l'un des enfants, quitte à indemniser les autres.

(1) Art. 48.

SIXIÈME SECTION

De l'impossibilité d'hypothéquer le bien de famille.

L'article 10 de la loi du 12 juillet 1909 décrète que le bien de famille ne peut pas être hypothéqué. Le motif de cette prohibition n'est pas dans l'inaliénabilité relative du bien, autrement il serait susceptible d'être hypothéqué dans la mesure où il peut être aliéné c'est-à-dire avec le consentement de la femme pendant le mariage ou l'autorisation du conseil de famille, en cas d'enfants mineurs; la véritable cause réside dans l'insaisissabilité. On ne permet pas d'hypothéquer le bien de famille, parce qu'on ne veut pas qu'il soit saisi et enlevé à la famille. La raison d'être de cette défense en détermine la portée. Elle s'applique non seulement aux hypothèques conventionnelles, mais aux hypothèques judiciaires. S'étend-elle aussi aux hypothèques légales? L'article 5 § 3 de la loi répond à la question. Les hypothèques légales, dit-il, qui prendraient naissance postérieurement à la constitution pourront être valablement inscrites, mais l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent, sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien. Il

ne saurait non plus être question ici de privilège sur les immeubles qui ne pourrait pas naître tant que l'immeuble est destiné aux besoins de la famille.

Il est donc défendu au propriétaire d'engager son bien pour dette, mais quelle est la sanction de cette prohibition. On peut d'abord faire remarquer qu'il serait très difficile à un créancier de prendre, en violation de l'article 10, hypothèque sur un bien de famille, car aucun conservateur des hypothèques n'y consentirait. Que si, par extraordinaire, il parvenait à ses fins, nous déciderions, comme nous l'avons dit plus haut, qu'une semblable hypothèque est nulle, même pour l'avenir. N'est-ce pas ce qui arriverait si l'on avait hypothéqué un bien du domaine public, passé depuis dans le domaine privé ; ou bien un immeuble d'autrui, passé depuis dans le domaine du constituant. La disparition d'une cause de nullité ne saurait rendre valable une hypothèque nulle dans le principe. C'est le cas d'appliquer l'adage : *Quod ab initio non valet, tractu temporis, convalescere non potest*. Il serait d'ailleurs au moins bizarre d'admettre que la violation de la loi puisse faire naître une action au profit de celui qui l'a violée.

SEPTIÈME SECTION

Le bien de famille doit-il être exempté d'impôts ?

Exempter d'impôts le bien de famille était assurément un des moyens les plus puissants d'amener une diffusion considérable de cette institution. C'est ce qu'avait compris M. l'abbé Lemire qui, dans sa proposition de loi déposée sur le bureau de la chambre des députés le 18 juillet 1894 avait introduit un article ainsi conçu : « Tout (1) bien de famille est exempt de tout impôt direct. » La loi du 12 juillet 1909 n'a pourtant pas reproduit cette sage prescription : elle a fait le silence sur cette franchise d'impôts. D'où vient cette réserve ? On a sans doute songé à la perte énorme que causerait au budget un tel acte de générosité. La petite propriété occupe une partie importante du sol français, or, elle est susceptible d'être érigée en bien de famille ; quel déficit énorme produirait une exemption d'impôts opérée sur une si vaste échelle et alors que nos finances ne sont pas dans un état particulièrement florissant.

(1) Proposition de loi, n° 848, article 10.

Peut-être aussi une objection d'ordre politique a-t-elle contribué à faire écarter une semblable mesure. La participation au droit politique doit avoir pour corrélation la participation aux charges publiques. Il faut que chaque électeur sente personnellement la répercussion des mesures qu'a pu voter son représentant. Des élections, dans lesquelles la majorité des électeurs n'aurait à supporter, d'aucune façon, les conséquences pécuniaires du vote de leur député, n'auraient certainement pas pour résultat le bien public. Enfin ajouter à tous les autres avantages procurés par l'institution du bien de famille à son propriétaire, celui de l'exemption d'impôt, ne serait-ce pas créer une véritable classe de privilégiés ?

Quoi qu'il en soit, la Belgique s'est décidée à entrer dans cette voie, très faiblement, il est vrai. Une loi du 20 juin 1897, destinée à faciliter la constitution, entre les mains du cultivateur et de l'ouvrier agricole, d'un patrimoine modeste, mais suffisant pour former le fonds d'une petite exploitation, a accordé une réduction des droits d'enregistrement et de transcription, pour l'acquisition d'une propriété rurale. Cette mesure, très modérée, il nous semble, n'aurait-elle pas pu, sans grand préjudice pour notre budget, trouver place dans notre législation ? Elle aurait, sans aucun doute, facilité l'acquisition de la petite propriété rurale dont la loi du 12 juillet 1909 se contente d'assurer la conservation.

HUITIÈME SECTION

De la renonciation à la constitution du bien de famille.

Le propriétaire peut renoncer à la constitution du bien de famille. Mais s'il est marié ou s'il a des enfants mineurs, la renonciation sera subordonnée dans le premier cas au consentement de la femme donné devant le juge de paix et dans le second à l'autorisation de conseil de famille qui ne l'accordera que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs. Sa décision sera sans appel (1).

Le propriétaire de l'immeuble peut donc, en renonçant au régime du bien de famille, le faire rentrer dans le droit commun et ensuite en disposer comme de toute autre partie de son patrimoine. Mais comme cette faculté peut nuire aux intérêts de la famille, le chef ne pourra pas en user sans aucun contrôle. Sa renonciation sera subordonnée au consentement de la femme qui en cette hypothèse a une capacité complète. Elle est placée sur la même ligne que l'époux et son refus paralyse les projets du mari. Elle peut d'ailleurs mettre à son adhésion des conditions,

(1) Art. 11.

telles que celle d'un emploi et elle a toute capacité pour en surveiller l'exécution. Une mesure analogue a été prise en faveur des enfants mineurs en cas de prédécès de leur mère. Le contrôle sera exercé par le conseil de famille.

Ces prescriptions sont les mêmes que celles édictées par la loi pour l'aliénation du bien de famille et elles méritent les mêmes critiques. Que reste-t-il de la loi puisque l'on autorise le propriétaire à renoncer, à tout moment, au régime du bien de famille. Quand il voudra emprunter, ses créanciers ne pourront prendre hypothèque sur l'immeuble insaisissable, ainsi le décide l'article 10. Alors que feront-ils ? Ils exigeront de leur débiteur la renonciation au régime du bien de famille, puis prendront hypothèque sur l'immeuble désormais saisissable. Pour arriver à leur fin, il leur aura fallu deux opérations au lieu d'une, voilà toute la différence.

De même les garanties prises en faveur de la famille sont insuffisantes. On aurait dû au moins, il nous semble, subordonner la renonciation à l'homologation du tribunal d'arrondissement. Peut-être aurait-on même pu interdire d'une façon absolue cette renonciation et décréter que le bien de famille resterait tel jusqu'à la mort du conjoint ou jusqu'à la majorité du dernier enfant mineur. En l'ordonnant ainsi, le législateur protégeait véritablement la famille contre ses propres entraînements. Quand une femme a dotalisé un bien, elle ne peut renoncer, même avec l'autorisation du mari ou de justice au bénéfice de la dotalité : elle est vraiment protégée et contre son mari et

contre elle-même. Les époux ont beau se trouver dans des moments de gêne, le bien dotal est intangible ; il est de toute nécessité qu'il se retrouve au jour de la restitution de la dot. Si l'on avait appliqué ce régime au bien de famille, le foyer domestique était conservé à la famille quoiqu'il advienne.

Le texte est muet sur les formalités à remplir par le propriétaire qui désire renoncer à la constitution du bien de famille. Ce silence le mettra dans la nécessité, lorsqu'il voudra traiter avec des tiers, de leur présenter suivant le cas une attestation du consentement de sa femme dans les formes légales ou une copie de la délibération du conseil de famille autorisant la renonciation.

NEUVIÈME SECTION

De l'impossibilité de constituer plus d'un bien insaisissable par famille.

La fondation d'un premier bien insaisissable a pour conséquence de rendre impossible la constitution d'un second dans la même famille (1). La loi le dit expressément.

Les motifs de cette prohibition sont faciles à découvrir. Le but principal de la réforme du 12 juillet, est d'assurer un asile à la famille et pour cela un seul bien suffit : les autres immeubles, que le propriétaire rendrait insaisissables seraient vraisemblablement destinés à loger, non sa femme et ses enfants, mais des locataires. Or, il est très naturel que la loi déroge au droit commun pour protéger la famille, il ne le serait pas de favoriser, de cette façon, les spéculations du propriétaire sur ses immeubles.

Toutefois, lorsque le bien est d'une valeur inférieure à 8.000 francs, il peut être porté à cette valeur au moyen d'acquisition qui sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation. Forcer le propriétaire à repasser, pour l'accroissement de son bien, par toutes les for-

(1) Article 4 de la loi.

malités nécessaires à la fondation, parait une prescription un peu exagérée. Les formalités sont déjà si compliquées pour la constitution originaire, qu'on aurait pu, sans grand inconvénient, abréger la procédure de la constitution secondaire. Il nous semble qu'on porte trop loin, au détriment de l'institution nouvelle, le souci des intérêts du public qui pourraient être sauvegardés suffisamment avec moins de frais, moins de procédure, moins de formalités.

DIXIÈME SECTION

De la prescription du bien de famille

Si quelqu'un a possédé un bien de famille dans les conditions exigées par la loi pour la prescription des immeubles en général, faut-il décider que ce bien peut-être prescrit : que la famille peut le perdre par la possession d'un tiers.

En faveur de l'imprescriptibilité, on pourrait soutenir que le bien de famille a cessé d'être dans le commerce n'étant plus susceptible d'être donné en gage aux créanciers, d'être hypothéqué, d'être vendu à réméré et d'être aliéné librement. Or, d'après l'article 2226, « On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont pas dans le commerce ». On pourrait aussi comparer le propriétaire de ce bien à un incapable, à un mineur, à un interdit. Or la prescription ne court pas contre ces incapables.

Au premier argument, on pourrait répondre qu'il n'est pas possible de considérer le bien de famille comme n'étant pas dans le commerce, car il est aliénable sous certaines conditions. Il diffère en cela du fonds dotal qui n'est pas aliénable, même avec le consentement des deux époux (1).

(1) Sauf quelques rares exceptions déterminées.

On peut refuter le second argument en disant que le propriétaire du bien quoique ne possédant pas toute liberté pour aliéner, n'est pas un véritable incapable. Ces observations faites et en l'absence de données formelles de la loi, nous considérons donc le bien de famille comme prescriptible.

Quels seront les effets de cette prescription ? En général, le bien prescrit, entre dans le patrimoine du nouveau propriétaire *cum sua* sorte, avec tous ses caractères. En va-t-il être de même du bien de famille prescrit ? Nous ne le pensons pas. Ce serait aller à l'encontre de la loi si le propriétaire nouveau n'avait pas de famille et même s'il en avait une, le bien resterait saisissable entre ces mains, aucune publicité ne révélant au public l'acquisition nouvelle.

Comme application de cette prescription, on pourrait citer l'hypothèse ou quelqu'un s'étant fait passer pour propriétaire d'un bien de famille l'aurait aliéné au profit d'un tiers de bonne foi. A moins d'interruption naturelle ou civile, ou bien de suspension de la prescription, le possesseur deviendrait propriétaire par 10 ou 20 ans.

ONZIÈME SECTION

De la substitution d'un bien de famille à un autre bien de famille.

Le propriétaire peut-il substituer à son bien de famille un autre immeuble de même nature. La loi du 12 juillet 1909 lui reconnaît, avec raison nous semble-t-il, ce droit qui lui sera souvent fort utile. Supposons par exemple qu'il désire échanger son bien familial contre un immeuble qui lui conviendrait mieux. Il fera sa convention d'échange et convertira en bien de famille le nouvel immeuble ainsi acquis. Autre hypothèse, le chef de famille possède deux immeubles dont l'un a été constitué en bien insaisissable, ce dernier vient à profiter, par suite de circonstances particulières, d'une plus value importante. Pour la réaliser le propriétaire devra soumettre le second bien à une nouvelle constitution ce qui aura pour résultat de désaffecter le premier et de le rendre libre entre ses mains.

La faculté de substituer un bien de famille à un autre de même nature pourrait paraître dériver de la faculté de vendre. S'il en était ainsi, elle serait soumise aux mêmes restrictions qu'elle. Mais nous ne le croyons pas et, dans le si-

lence de la loi sur ce point, nous pensons que la substitution peut être faite sans le consentement de la femme et sans l'autorisation du conseil de famille, en cas d'enfants mineurs (1) ; Pour ces derniers en effet ce qui importe c'est qu'un asile familial leur soit assuré dès lors qu'il est donné satisfaction à ce besoin, il n'y a aucune nécessité de porter atteinte à la libre circulation du bien.

L'échange d'un bien de famille contre un autre, rappelle l'échange d'un immeuble dotal que les époux ont stipulé aliénable à charge de emploi. Ce bien reste dotal jusqu'à l'acquisition régulière du nouvel immeuble qui doit en tenir lieu. Il ne devient irrévocablement la propriété du tiers acquéreur que lorsque le emploi a été opéré, conformément aux prescriptions du contrat de mariage ; de même le bien insaisissable n'est désaffecté que dans l'hypothèse où la constitution du bien de famille sur le nouvel immeuble a été réalisée conformément à la loi.

La substitution d'un bien de famille à un autre, opère une sorte d'effet novatoire. En même temps qu'elle affecte le bien nouveau aux besoins de la famille, elle rend l'ancien immeuble libre entre les mains de son propriétaire : elle fait cesser son caractère d'insaisissabilité sans toutefois le dégrever des servitudes et hypothèques antérieures.

(1) Contra, V. *Thèse* de M. Barth, 10 mars 1910, p. 96.

CONCLUSION

La création du bien de famille insaisissable est, d'après les admirateurs de la loi du 12 juillet 1909, une des plus belles institutions des temps modernes. Combinée avec l'œuvre des habitations à bon marché (1) et avec l'organisation de la petite propriété rurale (2), elle est appelée à rendre des services incalculables à un très grand nombre de Français.

Elle sauvera du désespoir tous les chefs de famille, qui, dans notre milieu social où les occasions de ruine sont si fréquentes, n'auront pas réussi dans leurs affaires ; elle leur conservera leur maison et leur champ c'est-à-dire la possibilité de vivre et même peut-être plus tard de reconquérir la prospérité.

Elle assurera un abri à la famille qui ne sera plus obli-

(1) Loi du 12 avril 1906.

(2) Loi du 10 avril 1908.

gée, par suite de la faillite du père, de se disperser aux quatre coins de la France pour le désespoir des parents et le malheur des enfants.

Enfin elle pourra rendre à la Société un signalé service. Elle retiendra les cultivateurs à la campagne et arrêtera ainsi l'exode vers les grandes villes où les gens, aigris par la misère, sont capables des plus mauvaises actions.

Toutes ces considérations sont fort justes, et nous sommes d'avis que le principe même du bien de famille est excellent et capable de produire les plus heureux résultats. Mais les dispositions positives de la loi constituent-elles les meilleurs moyens pour appliquer le principe et pour atteindre le but proposé ? Nous ne le pensons pas et nous allons donner les raisons de notre doute en rappelant les diverses critiques que nous avons adressées au cours de notre travail, à la loi du 12 juillet 1909.

Le législateur n'a pris aucune mesure pour faciliter l'acquisition du bien de famille ; sa seule préoccupation a été de conserver le domaine familial, une fois acquis. N'aurait-on pas pu dispenser des droits d'enregistrement (1) celui qui acquiert un immeuble pour le convertir en bien de famille et le dégrever d'une partie des charges pendant les premières années qui suivent la constitution. Il eut été possible, semble-t-il, d'accorder ici les avantages dont

(1) Dans la discussion du budget de 1910 la Chambre vient de donner satisfaction à notre vœu en dégrevant sensiblement le bien de famille des droits de constitution et d'enregistrement.

jouissent les acquéreurs des habitations à bon marché (1). Il est juste, toutefois, de reconnaître que cette lacune sera sans doute partiellement comblée par le vote de la loi, actuellement devant le parlement, sur l'organisation du crédit agricole (2).

La loi ne permet pas aux futurs époux de constituer un bien de famille avant la célébration du mariage. Pourquoi?

La fondation d'un bien de famille est subordonnée à l'accomplissement de formalités tellement nombreuses qu'il est difficile de trouver un acte de la vie civile plus compliqué. Ne pourrait-on pas ménager les intérêts de tous, par une publicité moins touffue?

Mais une des dispositions, les plus critiquables à notre avis est celle contenue dans l'article 11 qui permet au propriétaire d'aliéner le bien de famille et de renoncer à la constitution. Que reste-t-il de la loi dans ces conditions? Dès que le chef de famille aura besoin d'argent, il vendra son immeuble ou renoncera au privilège de l'institution pour pouvoir emprunter. D'autant plus que les précautions prises pour entraver dans certains cas, la liberté du père (consentement de la femme ou autorisation du conseil de famille) nous paraissent insuffisantes. N'aurait-on pas pu exiger le remploi du bien aliéné et subordonner la renonciation à l'approbation du tribunal civil.

(1) Loi du 12 avril 1906.

(2) Loi promulguée le 19 mars.

La loi a défendu d'hypothéquer l'immeuble familial, mais ne s'est nullement souciée de la sanction de sa prohibition. Nous avons dit pourquoi cette hypothèque nous paraissait devoir être nulle même pour après la désaffectation du bien. Mais le texte aurait dû trancher la question.

Les exceptions à l'insaisissabilité sont peu nombreuses dans la loi, elles se réduisent à trois. Que les dettes alimentaires soient exécutoires sur le bien de famille, nous n'y voyons que des avantages. En raison de la faible somme qui est généralement en jeu, en raison surtout de la nature particulièrement sacrée de ces obligations, nous ne pouvons nier la légitimité d'une exception en leur faveur. Nous admettons encore que le bien de famille puisse être saisi pour payer les impôts qui lui sont afférents et les dettes résultants d'une condamnation de son propriétaire, mais que l'on mette sur la même ligne les primes dues aux assurances contre l'incendie, il y a là, il nous semble, pour les assureurs, une prérogative dont on s'explique difficilement la raison.

La loi n'exige pas que les compagnies d'assurances contre l'incendie, quand elles ont remis régulièrement l'indemnité d'assurance à la caisse des dépôts et consignations soient responsables des emplois qui auraient dû être faits avec les fonds ainsi versés. Comme on rend obligatoire l'assurance du bien de famille sans se préoccuper de la gêne causée à l'assuré, on aurait pu imposer une responsabilité plus lourde à l'assureur.

La transmission héréditaire du bien de famille ne pouvait rester soumise au droit commun. La loi l'a compris ; mais elle aurait dû, il nous semble aller plus loin dans cette voie et adopter les propositions suivantes de M. l'abbé Lemire. « Le bien de famille peut être repris sur estimation par l'enfant que désigne le chef de famille, ou à défaut par celui qui est resté en dernier lieu avec ses parents, à charge d'indemniser les autres, s'il y a lieu, par des soultes garanties par le privilège des copartageants. A défaut de désignation expresse ou tacite, le successeur à ce bien pourra être désigné par ses cohéritiers à la majorité des suffrages. A défaut de majorité, il sera procédé par voie de tirage au sort. » Par ce procédé, on évite la dislocation du petit domaine qui est transmis intégralement à chaque décès et l'on assure la perpétuité de l'institution.

Toutes ces imperfections nous permettent de conclure que la réforme du 12 juillet 1909 n'est pas définitive, qu'elle n'est qu'un essai. Elle a déjà eu un effet considérable, celui d'introduire dans la législation française l'idée fondamentale, le principe de l'insaisissabilité du bien de famille. Les détails d'organisation seront l'œuvre du temps. L'institution d'ailleurs n'est pas négligée. Hier au Sénat (1), le ministre de l'agriculture promettait, en séance publique, à l'ancien rapporteur (2) à la Chambre du projet du gouvernement sur le bien de famille, que prochaine-

(1) Séance du 3 mars 1910.

(2) M. Louis Martin actuellement sénateur du Var.

ment paraîtrait à l'Officiel un règlement d'administration publique, permettant l'exécution de la loi (1). Espérons que le pouvoir législatif lui-même, ne tardera pas à perfectionner son œuvre et à faire produire à l'insaisissabilité du bien de famille tous les résultats qu'on est en droit d'attendre d'un principe si généreux, si équitable et si humain.

(1) Le règlement vient de paraître le 27 mars 1910.

Vu le Président,
ANDRÉ WEISS.

Vu le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Vice-Recteur
De l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie
ALBERT CAHEN.

ANNEXE

BIEN DE FAMILLE INSAISSABLE

Loi du 12 Juillet 1909 relative à la constitution d'un bien de famille insaisissable.

(Promulguée au Journal Officiel du 13 Juillet 1909).

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE 1^{er}

CONSTITUTION D'UN BIEN DE FAMILLE

Art. 1^{er}. — Il peut être constitué, au profit de toute famille, un bien insaisissable qui portera le nom de bien de famille.

Les étrangers ne pourront jouir des prérogatives de la présente loi qu'après avoir été autorisés, conformément à l'article 13 du code civil, à établir leur domicile en France.

Art. 2. — Le bien de famille pourra comprendre soit une maison ou portion divise de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la fa-

mille. La valeur dudit bien, y compris celle des cheptels et immeubles par destination, ne devra pas, lors de sa fondation, dépasser huit mille francs (8,000 fr.)

Art. 3. — La constitution est faite :

Par le mari sur ses biens personnels, sur ceux de la communauté ou, avec le consentement de la femme, sur les biens qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration.

Par la femme, sans l'autorisation du mari ou de justice, sur les biens dont l'administration lui a été réservée ;

Par le survivant des époux ou l'époux divorcé, s'il existe des enfants mineurs, sur ses biens personnels ;

Par l'aïeul ou l'aïeule, suivant les distinctions ci-dessus, qui recueille ses petits-enfants orphelins de père et de mère, ou moralement abandonnés ;

Par le père ou la mère, sans descendants légitimes, d'un enfant naturel reconnu ou d'un enfant adopté.

Toute personne capable de disposer pourra constituer un bien de famille au profit d'une autre personne réunissant elle-même les conditions exigées par la loi pour pouvoir le constituer.

Art. 4 — Le bien de famille ne peut être établi que sur un immeuble non indivis.

Il ne peut en être constitué plus d'un par famille.

Toutefois, lorsque le bien est d'une valeur inférieure à 8.000 francs, il peut être porté à cette valeur au moyen d'acquisitions qui sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation.

Le bénéfice de la constitution du bien de famille reste acquis alors même que, par le seul fait de la plus value postérieure à la constitution, le chiffre de 8.000 fr. se trouverait dépassé.

Art. 5. — La constitution du bien ne peut porter sur un

immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 6 ci-après.

Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet.

Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

Art. 6. — La constitution du bien de famille résulte d'une déclaration reçue par un notaire, d'un testament ou d'une donation.

Cet acte contient la description détaillée de l'immeuble avec l'estimation de sa valeur, ainsi que les nom, prénoms, profession et domicile du constituant, et, s'il y a lieu, du bénéficiaire de la constitution.

Il reste affiché pendant deux mois par extrait sommaire et au moyen de placards manuscrits apposés sans procès-verbal d'huissier à la justice de paix et à la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est, en outre, inséré par deux fois, à quinze jours d'intervalle, dans un journal du département recevant les annonces légales.

Art. 7. — Jusqu'à l'expiration de ce délai de deux mois, pourront être inscrits tous privilèges et hypothèques garantissant des créances antérieures à la constitution du bien. Pendant ce même délai, les créanciers chirographaires seront admis à former, en l'étude du notaire rédacteur de l'acte, opposition à la constitution.

Art. 8. — A l'expiration du délai de deux mois, l'acte est soumis, avec toutes les pièces justificatives à l'homologation du juge de paix.

Celui-ci ne donnera son homologation qu'après s'être assuré :

1° Par les pièces produites, et s'il les juge insuffisantes, par un rapport d'expert commis d'office, de la valeur des immeubles constituant le bien de famille ;

2° Qu'il n'existe ni privilège ni hypothèque autres que ceux visés à l'article 5

3° Que mainlevée a été donnée de toutes les oppositions ;

4° Que les bâtiments sont assurés contre les risques de l'incendie.

Art. 9. — Dans le mois qui suivra son homologation, l'acte de constitution de bien sera transcrit à peine de nullité.

TITRE II

RÉGIME OU BIEN DE FAMILLE

Art. 10. — A partir de la transcription, le bien de famille ainsi que ses fruits sont insaisissables, même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire ; il n'est fait exception qu'en faveur des créanciers antérieurs qui se sont conformés aux dispositions qui précèdent, pour conserver l'exercice de leurs droits.

Il ne peut être ni hypothéqué, ni vendu à réméré.

Néanmoins, les fruits pourront être saisis pour le paiement :

1° Des dettes résultant de condamnations en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police ;

2° Des impôts afférents au bien et des primes d'assurances contre l'incendie ;

3° Des dettes alimentaires.

Le propriétaire ne peut renoncer à l'insaisissabilité du bien de famille.

Art. 11. — Le propriétaire peut aliéner tout ou partie du bien de famille ou renoncer à la constitution. Mais, s'il est marié ou s'il a des enfants mineurs, l'aliénation ou la renonciation sera subordonnée, dans le premier cas, au consentement de la femme donné devant le juge de paix et, dans le second cas, à l'autorisation du conseil de famille, qui ne l'accordera que s'il estime l'opération avantageuse aux mineurs. Sa décision sera sans appel.

Art. 12. — En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, le juge de paix ordonnera les mesures de conservation et de remploi qu'il estimera nécessaires.

Art. 13. — Dans le cas de substitution volontaire d'un bien de famille à un autre, la constitution du premier bien est maintenue jusqu'à ce que la constitution du second soit définitive.

Art. 14. — En cas de destruction partielle ou totale du bien, l'indemnité d'assurance est versée à la caisse des dépôts et consignations pour demeurer affectée à la reconstitution de ce bien et, pendant un an, à dater du paiement de l'indemnité, elle ne peut être l'objet d'aucune saisie, sans préjudice pourtant des dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Les compagnies d'assurances ne sont en aucun cas, garantes du défaut de remploi.

Art. 15. — Il en sera de même pour l'indemnité allouée à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

La femme pourra exiger l'emploi des indemnités d'assurances ou d'expropriation soit en immeubles, soit en rentes sur

l'Etat français, à concurrence d'un maximum de 8.000 francs.

Art. 16. — Le tribunal civil statue, la femme et, en cas de prédécès de l'un des époux, le représentant légal des mineurs appelés, sur toutes les demandes relatives à la validité de la constitution, de la renonciation à la constitution, de l'aliénation totale ou partielle du bien de famille.

L'affaire est jugée comme en matière sommaire.

La femme n'a besoin d'aucune autorisation pour poursuivre en justice l'exercice des droits que lui confère la présente loi.

Art. 17. — L'insaisissabilité subsiste même après la dissolution du mariage sans enfants au profit du survivant des époux, s'il est propriétaire du bien.

Art. 18. — Elle peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcée dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune, et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage, aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

Art. 19. — Le survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à l'exclusion des héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Ce droit s'ouvre à son profit, soit au décès de son conjoint, si tous les descendants sont majeurs ou, même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivision a été rejetée, soit à

la majorité des enfants, lorsque l'indivision a été maintenue.

Art. 20. — Il est constitué auprès du ministre de l'agriculture un conseil supérieur de la petite propriété rurale auquel doivent être soumis tous les règlements à faire en vertu de la présente loi et, d'une façon générale, toutes les dispositions intéressant la petite propriété rurale.

L'organisation et le fonctionnement de ce conseil seront fixés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 21.

Art. 21. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (1).

Ministère de l'agriculture.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, et notamment l'article 21, portant qu'un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution de ladite loi ;

Vu l'avis du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 21 décembre 1909 ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE I^{er}

CONSTITUTION D'UN BIEN DE FAMILLE

Art. 1^{er}. — L'acte de constitution du bien de famille, reçu par un notaire, contient :

(1) Ce règlement d'administration publique a été inséré au *Journal officiel* du 27 mars 1910 : il n'a donc pu en être tenu compte dans notre étude qui était à l'impression à cette date.

1° Les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile, qualité de célibataire, marié ou veuf du constituant et, s'il y a lieu, du bénéficiaire.

Si le constituant est étranger, il joint à sa déclaration une copie sur papier libre du décret qui l'a admis, depuis moins de cinq ans, à fixer son domicile en France, copie certifiée conforme par le maire de sa commune;

2° La désignation de l'immeuble par nom, nature, contenance approximative, avec référence aux numéros du cadastre, l'indication sommaire de l'origine de la propriété et l'estimation de sa valeur;

3° L'état, avec estimation de leur valeur, des cheptels et des objets immeubles par destination affectés par le constituant au service et à l'exploitation du bien de famille.

Art. 2. — Lorsque la constitution du bien de famille résulte d'un testament et que cet acte ne contient pas les indications exigées par l'article 1^{er} ci-dessus, le bénéficiaire est tenu de les produire dans une déclaration faite devant notaire dans le mois qui suit l'ouverture du testament.

Art. 3. — En cas de constitution d'un bien de famille dans un testament, si, dans le mois de l'ouverture de ce testament, l'héritier n'a pas procédé à l'affichage exigé par l'article 6 de la loi, le notaire dépositaire de l'acte est tenu d'y faire procéder.

Un nouveau délai d'un mois lui est imparti pour cet affichage.

Art. 4. — Lorsque la constitution d'un bien de famille est faite dans un contrat de mariage ou dans un acte de donation, les constituants ou les bénéficiaires sont tenus de procéder, dans les formes prescrites par l'article 6 de la loi, à l'affichage de la partie du contrat de mariage ou de l'acte de donation relative à la constitution du bien de famille.

Art. 5. — Les créanciers chirographaires, qui aux termes de l'article 7 de la loi, ont le droit de s'opposer à la constitution du bien de famille, peuvent formuler leur opposition par simple déclaration devant le notaire rédacteur de l'acte, qui en fait mention en marge dudit acte. S'il s'agit d'un testament, l'opposition est constatée par acte spécial.

Art. 6. — A l'expiration du délai de deux mois fixé pour l'affichage par l'article 6 de la loi, le notaire soumet à l'homologation du juge de paix l'acte de constitution avec toutes les pièces justificatives, notamment le certificat du maire de la commune de la situation des biens attestant l'affichage, les exemplaires du journal d'annonces légales où a eu lieu l'insertion de l'avis exigé par l'article 6 de la loi, le certificat négatif d'inscriptions hypothécaires, la police d'assurance contre l'incendie et, soit un certificat attestant qu'il n'a été formé ou qu'il n'existe plus aucune opposition, soit la copie de celles qui ont été maintenues.

Art. 7. — L'expertise prévue par l'article 8 de la loi doit être confiée, autant que possible, à un habitant de la commune où les biens sont situés ou d'une commune voisine. Cet expert n'est pas tenu de prêter serment.

Art. 8. — Dans les huit jours qui suivent l'homologation, par le juge de paix, de l'acte de constitution du bien de famille, cette décision est notifiée au notaire par le greffier de la justice de paix, suivant les formes prescrites par l'article 12 du présent décret.

TITRE II

RÉGIME DU BIEN DE FAMILLE

Art. 9. — Si des contestations s'élèvent tendant à faire déclarer irrégulière, soit la constitution du bien de famille, soit la re

nonciation à cette constitution, soit l'aliénation partielle ou totale du bien de famille, le tribunal civil du lieu où sont situés les biens juge comme en matière sommaire. Le constituant ou bénéficiaire et son conjoint sont assignés par exploit séparé; si l'un d'eux est prédécédé et s'il y a des enfants mineurs, le représentant légal de ceux-ci est mis en cause.

Extrait de ce jugement est mentionné, s'il modifie ou annule la constitution, au bureau des hypothèques, en marge de la décision homologuant l'acte de constitution du bien.

Art. 10. — Dans le cas prévu à l'article 18 de la loi, le conjoint survivant, le tuteur, un enfant majeur ou le conseil de famille, qui veut faire prononcer le maintien de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, en forme la demande par voie de déclaration au greffe de la justice de paix du canton où le bien est situé.

La déclaration contient :

1° Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du requérant, et la qualité en laquelle il agit ;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du conjoint survivant et de chacun des héritiers, à titre universel, ainsi que de leurs représentants légaux.

Elle est signée par le requérant et contre-signée par le greffier.

Art. 11. — Le conseil de famille, réuni conformément à l'article 406 du code civil, est invité, par le juge de paix, à donner son avis sur le maintien de l'indivision et sur l'indemnité à allouer, s'il y a lieu, pour ajournement du partage, aux héritiers qui sont ou deviennent majeurs, et ne profitent pas de l'habitation.

Art. 12. — Le juge de paix convoque tous les intéressés, ou

leurs représentants, par lettres recommandées expédiées par le greffier.

L'avis de réception de la poste est joint au dossier de l'affaire. Les délais et formes de la comparution sont fixés conformément aux articles 411 et 412 du code civil.

Si l'un des intéressés est sans domicile ou résidence connue, le juge de paix, à la requête de la partie la plus diligente, lui nomme un mandataire spécial, à moins que le tribunal n'ait commis un notaire pour le représenter, par application de l'article 113 du code civil.

Art. 13. — Si les parties sont d'avis de maintenir l'indivision, il leur en est donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi réglé est définitif jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, sans qu'il soit besoin d'homologation.

En cas de désaccord, le juge de paix statue. Il en est de même en ce qui concerne l'indemnité pour ajournement de partage prévue à l'article 18 de la loi. A défaut d'entente entre les ayants droit, cette indemnité est fixée par le juge de paix, après expertise ordonnée par lui dans les formes fixées à l'article 7 ci-dessus.

Art. 14. — S'il n'y a pas de contestation sur la valeur du bien de famille et que toutes les parties soit présentes ou dûment averties, conformément à l'article 12 ci-dessus, le juge de paix prononce l'attribution du bien, sur sa demande, au profit du conjoint survivant, par application de l'article 19 de la loi.

Il est dressé procès-verbal de l'attribution ainsi que des conventions relatives au payement des soultes et autres conditions accessoires.

Art. 15. — En cas de contestation sur la valeur du bien, le juge de paix constate en son procès-verbal le désaccord des parties, surseoit à l'attribution et nomme un expert dans les condi-

tions fixées à l'article 7 ci-dessus, pour faire l'estimation du bien de famille. Sur le rapport de l'expert, le juge de paix fixe lui-même, d'après les éléments de la cause, le prix de l'immeuble avant de procéder à son attribution.

TITRE III

HONORAIRES ET ALLOCATIONS ATTRIBUÉS AUX NOTAIRES, AUX GREFFIERS ET AUX EXPERTS

Art. 16. — Il est alloué :

§ 1^{er}. — Aux notaires, frais et déboursés non compris :

1° Pour l'acte particulier contenant la déclaration de constitution du bien de famille, à titre d'honoraires : 0,50 p. 100 jusqu'à 2,000 fr., et 0, 25 p. 100 pour l'excédent au-dessus de cette somme.

2° Pour constitution par donation ou par testament, ainsi que pour l'acte complémentaire du testament, les honoraires du tarif légal de 1898 (art. 21).

3° Pour la transcription de l'acte de constitution, tarif légal.

4° Pour la déclaration d'opposition, 1 franc.

5° Pour toute communication par lettres et plis d'affaires recommandés, 50 centimes.

§ 2. — Aux greffiers des justices de paix, frais et déboursés non compris :

1° Pour chaque envoi de lettre recommandée, 50 centimes.

2° Pour la réception de la déclaration faite au greffe tendant au maintien de l'indivision ou à l'attribution de l'immeuble, 2 fr.

3° Pour copie de ladite déclaration, 1 fr.

4° Pour la rédaction du procès-verbal d'indivision ou d'attribution de l'immeuble, 4 fr.

5° Pour chaque copie des décisions du juge de paix (par rôle de copie), 50 centimes.

§ 3. — Aux experts chargés de l'estimation du bien de famille :

1° Par vacation de trois heures, 5 fr.

2° Pour le dépôt du rapport, 2 fr.

3° Au delà de 2 myriamètres, pour frais de voyage, par chaque myriamètre 2 fr.

TITRE IV

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

Art. 17. — Le conseil supérieur de la petite propriété rurale, instituée auprès du ministre de l'agriculture, et dont les membres, à l'exception des membres de droit, sont nommés par décret pour trois ans, est composé ainsi qu'il suit :

Membres nommés par décret :

Membres du Sénat	6
Membres de la Chambre des députés	10
Membres du conseil d'Etat.	2
Membres de l'académie des sciences morales et politiques .	2
Membres de la société nationale d'agriculture de France, de la société nationale d'encouragement à l'agriculture et de la société des agriculteurs de France	4

Membres du conseil supérieur de l'agriculture	4
Membres du conseil supérieur des habitations à bon marché. . . .	2
Membres des chambres de notaires	2
Personnes spécialement versées dans les questions d'économie et de législation rurale	9

Membres de droit :

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations.

Le directeur général des contributions directes.

Le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Le directeur des affaires civiles et du sceau.

Le directeur de l'agriculture.

Le directeur de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

Sont également membres de droit les anciens ministres de l'agriculture.

Le conseil est placé sous la présidence du ministre, qui désigne parmi ses membres deux vice-présidents.

Le secrétaire du conseil supérieur est nommé par arrêté ministériel.

Sont remplacés immédiatement les membres du conseil qui perdent la qualité en raison de laquelle ils avaient été nommés.

Art. 18. — Le conseil supérieur délibère sur toutes les affaires qui lui sont soumises par le ministre de l'agriculture. Il émet des vœux sur les questions intéressant la petite propriété rurale, procède à des enquêtes, avec l'autorisation du ministre, et lui signale, le cas échéant, l'opportunité de déléguer à une ou plusieurs personnes des missions spéciales.

Le conseil supérieur se réunit au moins une fois par an.

Art. 19. — Un comité technique de douze membres, choisis dans le sein du conseil et désignés par le ministre de l'agriculture, se réunit sur convocation du ministre, et sous la présidence de l'un des vice-présidents, chaque fois que les mesures à prendre l'exigent. Il délibère sur les affaires urgentes et sur toutes celles qui lui sont soumises par le ministre de l'agriculture. Il instruit les questions à soumettre au conseil supérieur.

Art. 20. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mars 1910.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'agriculture,

J. RUAU.

BIBLIOGRAPHIE

Bureau : *Le Homestead*, 1894.

L. Vacher : *Le Homestead*, 1894.

R. Saleilles : *Le Homestead aux Etats-Unis* (Conférence à Dijon, 5 décembre 1904).

Rivière : *Le bien de famille*, 1906.

Siegfried : *Les habitations à bon marché*.

Codes annotés de Sirey.

THÈSES

Louis, A. Corniquet : *L'insaisissabilité du foyer de famille aux Etats-Unis*, 1894.

Duché de Bricourt : *Origines de la conception française du bien de famille*, Paris, 1903.

H. Morat : *Du bien de famille en France*, Dijon, 1905.

Rémond : *Le bien de famille*, Paris, 1907.

Barth : *De la constitution d'un bien de famille insaisissable en France*, 10 mars 1910.

REVUES

Réforme sociale :

De Loynes : *Le bien de famille*, année 1891, t. II, p. 789 et suiv.

Lajaunie : *Article sur le homestead aux Etats-Unis*, année 1892, p. 882 et suiv.

Levasseur : *Les lois de homestead aux Etats-Unis*, anné 1895, p. 71 et suiv.

Correspondant :

Abbé Lemire : *Le bien de famille*, 25 juillet et 10 août 1900.

Revue d'Economie politique.

Léveillé : *Le homestead en France et en Algérie*, année 1902, p. 473 et suiv.

Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1904, p. 237.

— Pascaud : *Le projet de loi sur la constitution et le régime du bien de famille.*

Journal Officiel.

Proposition de M. Léveillé, le 16 juin 1894. An., n° 717. *Docum. parl. S. O.*, 1894, p. 939.

Proposition de M. Hubbard, le 19 juin 1894. Annexe, n° 729. *Doc. parl. S. O.* 1894, p. 1295.

Proposition de M. Lemire, le 18 juillet 1894. Annexe, n° 848. *Doc. parl. S. O.*, 1894, p. 1173.

Proposition (nouvelle) de M. Lemire, le 23 juin 1898. Annexe, n° 101. *Doc. parl. S. O.* 1898, p. 1261.

Proposition de M. Vacher, le 21 nov. 1898. Annexe, n° 396. *Doc. parl. S. E.* 1898, p. 304.

Proposition de M. Morillot, le 8 juillet 1898. Annexe, n° 197, *S. O.* 1898, p. 1361.

Proposition Lemire, le 10 juin 1902. Annexe, n° 18. *Doc. parl. S. O.* 1902, p. 182.

Proposition Louis Martin, le 1^{er} décembre 1902. Annexe, n° 541. *Doc. parl. S. E.* 1902, p. 1071.

Proposition Lebaudy, le 15 janv. 1903. Annexe, n° 653. *Doc. parl. S. O.* 1903, p. 47.

Projet de loi déposé par M. Ruau ministre de l'agriculture, le 13 janv. 1905. Annexe, n° 2214, *S. O.* 1905, p. 23.

Rapport de M. Louis Martin sur les trois propositions précédentes et sur le projet ministériel le 4 fév. 1906. Annexe, n° 2967. *S. O.* 1906, p. 121.

Déclaration d'urgence et adoption sans discussion, le 13 avril 1906.

Transmission au Sénat, le 12 juin 1906. Annexe, n° 287, S. O. 1906, p. 717.

Rapport au Sénat de M. Guillier, le 10 nov. 1908. Annexe. n° 272.

Doc. parl. S. E. 1908, p. 12.

Première délibération, adoption sans discussion le 10 déc. 1908.

Deuxième délibération, discussion des 28 janvier et 4 février 1909, adoption avec modification.

Retour à la chambre des députés, le 26 février 1909. Annexe, n° 2344.

Rapport à la chambre des députés de M. Vigouroux le 22 juin 1909.

Annexe, n° 2587.

Adoption sans discussion le 8 juillet 1909.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Buts de la loi.

Section I. — Protection de l'individu.	23
Section II. — Protection de la famille	31
Section III. — Protection de la Société.	34

DEUXIÈME PARTIE

Analyse de la loi.

CHAPITRE I. — Conditions.	43
Section I. — Les personnes qui peuvent constituer . .	44
Appendice.	54
Section II. — Les biens qui peuvent être constitués .	56
Section III. — Les formalités de la constitution . . .	67
CHAPITRE II. — Effets	71
Section I. — L'insaisissabilité	73
Section II. — L'aliénabilité	89
Section III. — L'indemnité d'assurance	94

Section IV. — Expropriation pour cause d'utilité publique	99
Section V. — Prolongation après décès de l'insaisissabilité.	101
Section VI. — L'Impossibilité d'hypothéquer le bien	104
Section VII. — Le bien de famille doit-il être exempté d'impôts	106
Section VIII. — La renonciation à la constitution	108
Section IX. — Impossibilité d'un 2 ^e bien de famille.	111
Section X. — La prescription du bien	113
Section XI. — La substitution d'un bien de famille à un autre	115
CONCLUSION.	117
ANNEXES.	123
RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	130
BIBLIOGRAPHIE	139

